

B. Caractéristiques des flux financiers et commerciaux entre la Suisse et les pays en développement



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/aspd/232>
ISSN : 1663-9669

Éditeur

Institut de hautes études internationales et du développement

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2008
ISBN : 978-2-940415-01-4
ISSN : 1660-5934

Référence électronique

« B. Caractéristiques des flux financiers et commerciaux entre la Suisse et les pays en développement », *Annuaire suisse de politique de développement* [En ligne], 27-1 | 2008, mis en ligne le 06 juillet 2009, consulté le 04 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/aspd/232>

B. Caractéristiques des flux financiers et commerciaux entre la Suisse et les pays en développement

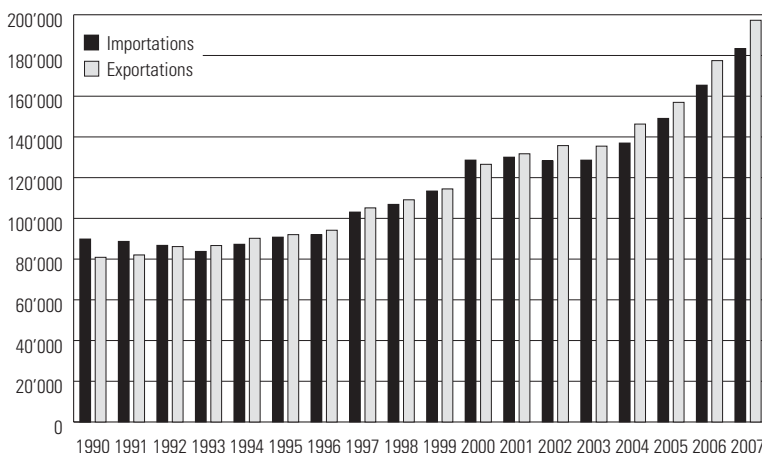
B.1. Commerce extérieur de la Suisse

B.1.1. Vue d'ensemble du commerce extérieur de la Suisse

Les activités économiques extérieures tiennent une place très importante dans l'économie de la Suisse. Un franc sur deux du produit intérieur brut provient des exportations. En 2006, les importations totales de la Suisse se sont élevées à 165,4 milliards de francs et les exportations ont atteint le chiffre record de 177,5 milliards de francs¹. En 2007, atteignant de nouveaux sommets, les importations se sont élevées à 183,4 milliards de francs et les exportations à 197,3 milliards de francs².

Evolution récente du commerce extérieur de la Suisse

Graphique B.1 : Evolution du commerce extérieur de la Suisse, 1990-2007 (en millions de francs)



Source : graphique élaboré à partir du tableau « Commerce extérieur de la Suisse depuis 1980 (total 1) » de l'Administration fédérale des douanes, disponible sur <<http://www.ezv.admin.ch>> thèmes >statistique du commerce extérieur >les résultats provisoires 2007.

Remarque : commerce extérieur sans métaux précieux ni pierres gemmes et sans objets d'art ni antiquités (total 1 des statistiques des douanes). Le commerce de l'or est même totalement exclu des statistiques douanières.

¹ Sans métaux précieux ni pierres gemmes et sans objets d'art ni antiquités (total 1 des statistiques des douanes). Avec ces produits, les exportations suisses se sont élevées à 185,2 milliards de francs et les importations à 177,1 milliards de francs en 2006.

² Statistiques de l'Administration fédérale des douanes, Berne.

Le commerce extérieur de la Suisse de la Suisse a connu une très forte augmentation ces dernières années. Le graphique B.1 montre l'évolution du commerce extérieur de la Suisse depuis le début des années 1990. Les exportations ont augmenté régulièrement en passant de 80,9 milliards de francs en 1990 à 197,3 milliards en 2007. Quant aux importations, hormis un tassement de 1990 à 1993 et une baisse entre 2001 et 2003, elles ont aussi régulièrement augmenté. Les importations et les exportations se sont encore plus nettement accrues de 2003 à 2007, avec une augmentation de plus de 40 %.

L'augmentation du commerce extérieur est comparable à l'évolution du commerce mondial, en grande expansion, notamment par une mondialisation accrue. Les importations de produits énergétiques ont augmenté de 25 % en valeur entre 2005 et 2006, principalement en raison de l'augmentation des prix du pétrole.

Si l'on regarde une longue période, avec même les années précédentes qui n'apparaissent pas sur le graphique, le solde commercial (exportations moins importations) a été négatif de 1980 à 1992, ainsi qu'en l'an 2000. Le solde est de plus en plus excédentaire ces dernières années, pour atteindre un excédent de près de 14 milliards de francs en 2007.

❑ *Principaux biens exportés*

Sur le total des exportations de 177,47 milliards de francs, les exportations du secteur chimique et pharmaceutique se sont élevées à près de 63 milliards de francs, dont 46,6 milliards de francs d'exportations de produits pharmaceutiques et vitamines (les exportations de produits pharmaceutiques représentent à eux seuls le quart des exportations totales de la Suisse). Le secteur de la chimie et pharmacie représente ainsi plus du 35 % du total des exportations, suivi par les machines et l'électronique (38,6 milliards, soit 21,7 % du total), l'horlogerie (13,7 milliards), la métallurgie (13,4 milliards) et les instruments de précision (12,9) et enfin les denrées alimentaires (4,9 milliards).

En raison d'une forte concurrence internationale et la délocalisation de la production, l'industrie textile a connu depuis le début des années 1990 une baisse de 40 % de ses exportations.

❑ *Principaux partenaires commerciaux de la Suisse*

Les 30 principaux partenaires commerciaux de la Suisse, mentionnés dans le tableau B.1, ont représenté 95,6 % des importations totales et 89,4 % des exportations totales de la Suisse en 2006. Les données sur le commerce extérieur par pays permettent de constater que la Suisse entretient des relations commerciales essentiellement avec ses pays voisins et d'autres pays industrialisés européens et d'outre-mer (Etats-Unis, Japon, Canada). En 2006, un tiers des importations suisses provenaient d'Allemagne et celle-ci a acheté plus de 20 % de toutes les exportations suisses. Le commerce avec les pays de l'Union européenne a représenté 78,6 % des importations totales et 61,6 % des exportations totales de la Suisse.

Comme le montre également le tableau B.1, en 2006 seuls 7 pays en développement figuraient parmi les 30 principaux pays fournisseurs de la Suisse et 6 pays en développement parmi les 30 principaux pays clients de la Suisse.

Tableau B.1: Les 30 principaux partenaires commerciaux de la Suisse, 2006
(en millions de francs, en pourcentage et en pourcentage cumulé)

Principaux fournisseurs				Principaux clients			
Pays ^a	Importations			Pays ^a	Exportations		
	Mio fr.	% ^b	ΣΣ% ^c		Mio fr.	% ^b	ΣΣ% ^c
1. Allemagne féd.	55'099.7	33.3	33.3	1. Allemagne féd.	35'827.6	20.2	20.2
2. Italie	18'426.0	11.1	44.5	2. Etats-Unis	18'255.0	10.3	30.5
3. France	17'096.7	10.3	54.8	3. Italie	15'913.8	9.0	39.4
4. Etats-Unis	8'308.4	5.0	59.8	4. France	15'224.7	8.6	48.0
5. Pays-Bas	8'267.0	5.0	64.8	5. Grande-Bretagne	8'343.1	4.7	52.7
6. Autriche	7'496.6	4.5	69.3	6. Espagne	6'880.7	3.9	56.6
7. Grande-Bretagne	6'006.0	3.6	73.0	7. Japon	6'361.0	3.6	60.2
8. Belgique	5'093.3	3.1	76.0	8. Pays-Bas	6'034.1	3.4	63.6
9. Irlande	4'613.1	2.8	78.8	9. Autriche	5'829.1	3.3	66.9
10. Espagne	4'038.4	2.4	81.3	10. Chine	3'753.0	2.1	69.0
11. Chine	3'918.6	2.4	83.6	11. Hongkong	3'562.0	2.0	71.0
12. Japon	2'614.9	1.6	85.2	12. Belgique	3'053.1	1.7	72.7
13. Suède	1'757.9	1.1	86.3	13. Canada	2'695.9	1.5	74.2
14. Libye	1'677.2	1.0	87.3	14. Turquie	2'301.9	1.3	75.5
15. Rép. tchèque	1'389.2	0.8	88.1	15. Fédération de Russie	2'224.5	1.3	76.8
16. Finlande	1'192.2	0.7	88.9	16. Inde	1'849.4	1.0	77.8
17. Danemark	1'082.2	0.7	89.5	17. Singapour	1'800.9	1.0	78.8
18. Nigeria	1'046.5	0.6	90.2	18. Suède	1'754.6	1.0	79.8
19. Canada	966.0	0.6	90.7	19. Pologne	1'740.4	1.0	80.8
20. Pologne	928.3	0.6	91.3	20. Emirats arabes unis	1'684.2	0.9	81.8
21. Hongkong	830.0	0.5	91.8	21. Corée du Sud	1'666.0	0.9	82.7
22. Hongrie	775.1	0.5	92.3	22. Australie	1'530.6	0.9	83.6
23. Brésil	775.0	0.5	92.7	23. Brésil	1'458.5	0.8	84.4
24. Corée du Sud	765.9	0.5	93.2	24. Taïwan	1'453.6	0.8	85.2
25. Fédération de Russie	749.5	0.5	93.7	25. Rép. tchèque	1'441.5	0.8	86.0
26. Thaïlande	727.4	0.4	94.1	26. Danemark	1'315.8	0.7	86.7
27. Turquie	671.1	0.4	94.5	27. Grèce	1'295.4	0.7	87.5
28. Inde	637.6	0.4	94.9	28. Mexique	1'279.3	0.7	88.2
29. Taïwan	615.5	0.4	95.3	29. Arabie saoudite	1'215.0	0.7	88.9
30. Portugal	514.2	0.3	95.6	30. Hongrie	1'006.2	0.6	89.4
Autres pays				Autres pays	18'723.9	10.6	100.0
Total	165'410.3		100.0	Total	177'474.8		100.0

Source: Administration fédérale des douanes, *Commerce extérieur de la Suisse. Statistiques selon les pays. Année 2006*, CD-Rom.

Remarque: commerce extérieur sans métaux précieux ni pierres gemmes et sans objets d'art ni antiquités (total 1 des statistiques des douanes). Le commerce de l'or est même totalement exclu des statistiques douanières.

^a Les pays en développement (selon la liste du CAD) sont indiqués en gras.

^b Pourcentage du pays dans le total des importations des 30 principaux partenaires commerciaux, respectivement des exportations vers ces partenaires.

^c Pourcentage cumulé des premiers pays dans le total des importations des 30 principaux partenaires commerciaux, respectivement des exportations vers ces partenaires.

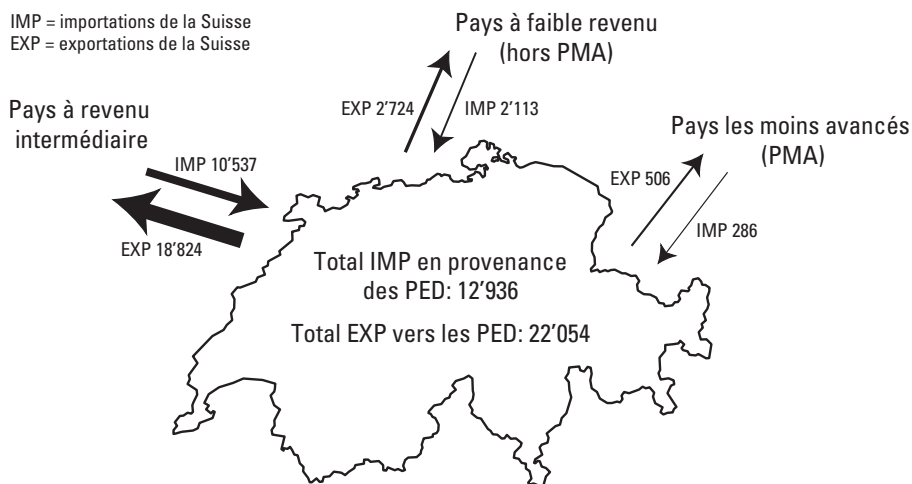
B.1.2. Commerce extérieur de la Suisse

avec les pays en développement et autres pays du Sud et de l'Est

Le schéma B.1 permet de visualiser les montants du commerce extérieur avec les pays en développement en 2006. Y sont notés les flux commerciaux par catégorie de pays³, en reprenant la classification des pays selon les niveaux de revenu par habitant établie par le CAD. On constate que les exportations vers les pays en développement ont dépassé les importations provenant de ces régions. La Suisse a donc un excédent commercial avec toutes les catégories de pays, y compris les pays les moins avancés. La majeure partie du commerce extérieur avec les pays en développement concerne cependant les pays à revenus plus élevés (pays à revenu intermédiaire).

Le commerce avec l'ensemble des 50 pays les moins avancés (PMA) est faible. Les exportations vers ces pays, d'un montant de 505,6 millions de francs en 2006, n'ont représenté que 0,29 % des exportations totales de la Suisse. Avec des importations de 286 millions de francs la même année en provenance de ces pays, les PMA n'ont représenté que 0,17 % des importations totales de la Suisse. En 2006 toujours, les exportations vers les autres pays à faible revenu (hors PMA) se sont élevées à 2,7 milliards de francs et les importations en provenance de ces pays à 2,1 milliards de francs. L'excédent commercial avec cette catégorie de pays a ainsi atteint 611 000 francs et l'excédent commercial avec les pays à revenu intermédiaire 8,3 milliards de francs.

Schéma B.1: Vue d'ensemble du commerce extérieur de la Suisse avec les pays en développement, par catégorie de revenu des pays, 2006 (en millions de francs)

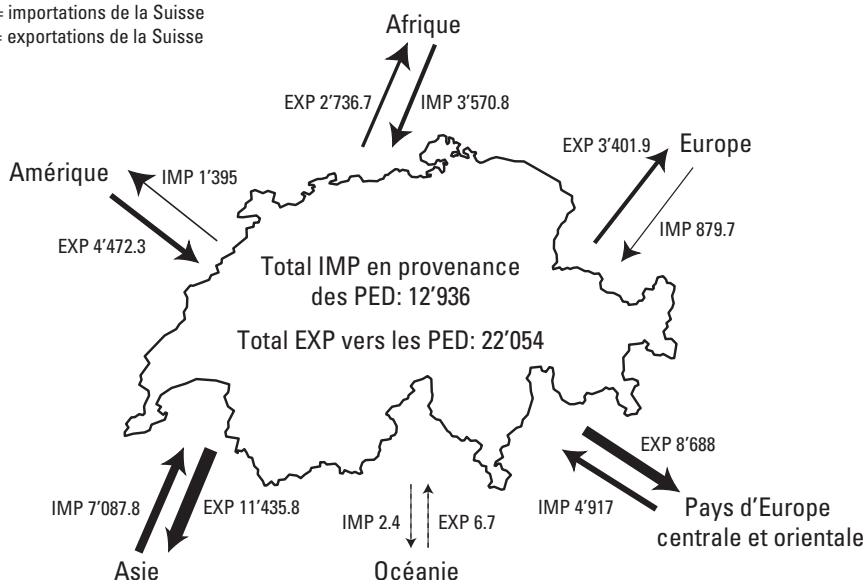


Sources: Richard Gerster, *Aus Fehlern lernen? Die Schweiz und die Dritte Welt*, Zürich, Edition Ex Libris, 1987, p. 65. Administration fédérale des douanes, *Commerce extérieur de la Suisse. Statistiques selon les pays. Année 2006*, CD-Rom.

³ Les données détaillées par pays se trouvent dans le chapitre A de cette partie « Statistiques ».

Schéma B.2: Vue d'ensemble du commerce extérieur de la Suisse avec les pays en développement et les pays d'Europe centrale et orientale, par continents, 2006 (en millions de francs)

IMP = importations de la Suisse
EXP = exportations de la Suisse



Sources: Richard Gerster, *Aus Fehlern lernen? Die Schweiz und die Dritte Welt*, Zürich, Edition Ex Libris, 1987, p. 65. Administration fédérale des douanes, *Commerce extérieur de la Suisse. Statistiques selon les pays. Année 2006*, CD-Rom.

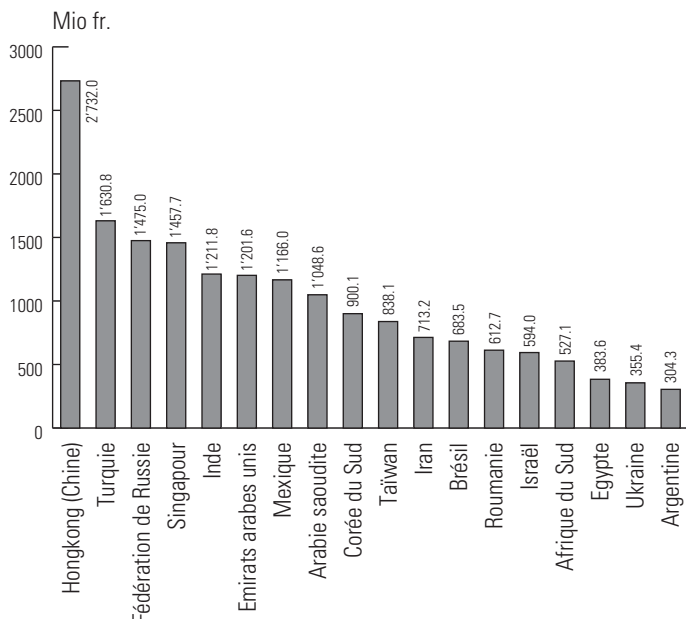
❑ Excédents commerciaux

Depuis plusieurs années, la balance commerciale est dans l'ensemble excédentaire avec les pays de l'Est, les pays en développement et les pays émergents, mais largement déficitaire avec les pays de l'Union européenne (déficit de plus de 24 milliards de francs en 2006). En d'autres termes, la Suisse exporte généralement plus vers les pays émergents, de l'Est ou en développement qu'elle n'importe de ces pays. Ceux-ci sont donc des marchés intéressants pour les exportateurs suisses.

Globalement, l'excédent commercial avec les pays en développement a atteint 9,1 milliards de francs en 2006. Avec les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine qui ne sont plus dans la liste des pays en développement – les économies les plus avancées –, cet excédent s'élève même à plus de 10 milliards de francs.

Le graphique B.2 montre, parmi les pays en développement et autres pays du Sud et de l'Est, ceux avec lesquels l'excédent commercial de la Suisse est le plus important. L'excédent commercial avec Hongkong dépasse 2,7 milliards de francs; il dépasse le milliard de francs avec la Turquie, la Russie, Singapour, l'Inde, les Emirats arabes unis, le Mexique et l'Arabie saoudite. Il est intéressant de relever que la Suisse a un excédent commercial important avec plusieurs pays considérés souvent comme de grands concurrents pour la place économique suisse et pour les emplois en Suisse (en raison notamment des risques de délocalisation d'emplois vers ces pays).

Graphique B.2: Pays en développement (selon la classification du CAD) et autres pays du Sud ou de l'Est avec lesquels l'excédent commercial de la Suisse est le plus important, 2006 (en millions de francs)



Source: Administration fédérale des douanes, <<http://www.ezv.admin.ch>> >thèmes >statistique du commerce extérieur >pays, puis >commerce extérieur par régions économiques et >continents.

Le tableau B.2 montre les 30 principaux pays en développement partenaires commerciaux de la Suisse. En 2006, la Suisse a exporté au total des marchandises vers les pays en développement pour un montant de 22,1 milliards de francs et importé des produits en provenance de ces pays pour un montant total de 12,9 milliards de francs. L'excédent commercial avec ce groupe de pays s'est donc élevé à 9,1 milliards de francs. Une partie de la prospérité de la Suisse dépend donc des exportations vers les pays en développement. La relative faiblesse des importations en provenance de certains pays en développement montre le potentiel, pour le développement de ces pays partenaires, de l'amélioration de l'accès de certains produits agricoles et industriels aux marchés suisses. Une diminution des barrières tarifaires et non tarifaires à l'importation en provenance de ces pays pourrait améliorer cet accès, et des initiatives telles que le Programme Suisse pour la promotion des importations (SIPPO) cherche à aider les pays en développement à mieux utiliser les potentiels d'exportation vers la Suisse.

Tableau B.2: Les 30 principaux pays en développement^a partenaires commerciaux de la Suisse, 2006 (en millions de francs, en pourcentage et en pourcentage cumulé)

Principaux fournisseurs				Principaux clients			
Pays ^a	Importations			Pays ^a	Exportations		
	Mio fr.	% ^b	Σ% ^c		Mio fr.	% ^b	Σ% ^c
1. Chine	3'918.6	30.3	30.3	1. Chine	3'753.0	17.0	17.0
2. Libye	1'677.2	13.0	43.3	2. Turquie	2'301.9	10.4	27.5
3. Nigeria	1'046.5	8.1	51.3	3. Inde	1'849.4	8.4	35.8
4. Brésil	775.0	6.0	57.3	4. Brésil	1'458.5	6.6	42.5
5. Thaïlande	727.4	5.6	63.0	5. Mexique	1'279.3	5.8	48.3
6. Turquie	671.1	5.2	68.2	6. Arabie saoudite	1'215.0	5.5	53.8
7. Inde	637.6	4.9	73.1	7. Thaïlande	939.9	4.3	58.0
8. Kazakhstan	419.6	3.2	76.3	8. Iran	747.7	3.4	61.4
9. Malaisie	245.3	1.9	78.2	9. Afrique du Sud	727.4	3.3	64.7
10. Vietnam	224.2	1.7	80.0	10. Malaisie	513.7	2.3	67.0
11. Afrique du Sud	200.3	1.5	81.5	11. Ukraine	423.3	1.9	69.0
12. Maroc	169.0	1.3	82.8	12. Egypte	416.4	1.9	70.9
13. Arabie saoudite	166.4	1.3	84.1	13. Argentine	361.9	1.6	72.5
14. Indonésie	150.2	1.2	85.3	14. Pakistan	327.4	1.5	74.0
15. Liban	140.4	1.1	86.3	15. Indonésie	325.9	1.5	75.5
16. Algérie	128.2	1.0	87.3	16. Maroc	280.2	1.3	76.7
17. Mexique	113.2	0.9	88.2	17. Croatie	271.2	1.2	78.0
18. Bangladesh	108.2	0.8	89.0	18. Liban	253.8	1.2	79.1
19. Philippines	76.8	0.6	89.6	19. Algérie	248.0	1.1	80.2
20. Equateur	75.7	0.6	90.2	20. Libye	239.4	1.1	81.3
21. Colombie	72.9	0.6	90.8	21. Venezuela	233.6	1.1	82.4
22. Costa Rica	68.5	0.5	91.3	22. Colombie	229.4	1.0	83.4
23. Ukraine	67.9	0.5	91.8	23. Kazakhstan	217.5	1.0	84.4
24. Croatie	66.7	0.5	92.4	24. Philippines	216.9	1.0	85.4
25. Pakistan	65.9	0.5	92.9	25. Panama	201.4	0.9	86.3
26. Chili	62.5	0.5	93.3	26. Chili	196.2	0.9	87.2
27. Argentine	57.6	0.4	93.8	27. Nigeria	191.1	0.9	88.1
28. Ghana	50.5	0.4	94.2	28. Serbie	187.3	0.8	88.9
29. Sri Lanka	50.5	0.4	94.6	29. Jordanie	183.3	0.8	89.7
30. Azerbaïdjan	43.5	0.3	94.9	30. Vietnam	140.4	0.6	90.4
Autres pays en développement				Autres pays en développement	2'123.0	9.6	100.0
Total				Total	22'053.5	100.0	

Source: Administration fédérale des douanes, *Commerce extérieur de la Suisse. Statistiques selon les pays. Année 2006*, CD-Rom.

Remarque: commerce extérieur sans métaux précieux ni pierres gemmes et sans objets d'art ni antiquités (total 1 des statistiques des douanes). Le commerce de l'or est même totalement exclu des statistiques douanières.

^a Pays en développement selon la liste du CAD.

Tableau B.3: Les principaux partenaires commerciaux de la Suisse en Europe de l'Est^a, 2006 (en millions de francs, en pourcentage et en pourcentage cumulé)

Principaux fournisseurs				Principaux clients			
Pays	Importations			Pays	Exportations		
	Mio fr.	%	Σ %		Mio fr.	%	Σ %
1. Rép. tchèque	1'389.2	28.3	28.3	1. Féd. de Russie	2'224.5	25.6	25.6
2. Pologne	928.3	18.9	47.1	2. Pologne	1'740.4	20.0	45.6
3. Hongrie	775.1	15.8	62.9	3. Rép. tchèque	1'441.5	16.6	62.2
4. Féd. de Russie	749.5	15.2	78.1	4. Hongrie	1'006.2	11.6	73.8
5. Slovaquie	437.9	8.9	87.0	5. Roumanie	821.2	9.5	83.3
6. Roumanie	208.5	4.2	91.3	6. Slovaquie	405.2	4.7	87.9
7. Slovénie	207.1	4.2	95.5	7. Slovénie	352.6	4.1	92.0
8. Bulgarie	125.4	2.6	98.0	8. Bulgarie	318.1	3.7	95.6
9. Lituanie	42.9	0.9	98.9	9. Lettonie	164.2	1.9	97.5
10. Estonie	32.0	0.6	99.6	10. Lituanie	128.3	1.5	99.0
11. Lettonie	21.3	0.4	100.0	11. Estonie	85.8	1.0	100.0
Total	4'917.1	100.0		Total	8'688.0		100.0

Source: Administration fédérale des douanes, *Commerce extérieur de la Suisse. Statistiques selon les pays, année 2006*, CD-Rom.

Remarque: commerce extérieur sans métaux précieux ni pierres gemmes et sans objets d'art ni antiquités (total 1 des statistiques des douanes). Le commerce de l'or est même totalement exclu des statistiques douanières.

^a Pays de l'Europe de l'Est: depuis l'abandon de la liste des pays en transition par le CAD (pays en transition de l'Europe de l'Est), nous publions tout de même encore des données sur le commerce avec les pays de l'Europe de l'Est ne faisant pas partie de la liste du CAD des pays en développement.

Tableau B.4: Les principaux partenaires commerciaux de la Suisse dans les autres pays du Sud et de l'Est^a, 2006 (en millions de francs, en pourcentage et en pourcentage cumulé)

Principaux fournisseurs				Principaux clients			
Pays	Importations			Pays	Exportations		
	Mio fr.	%	Σ %		Mio fr.	%	Σ %
1. Hongkong (Chine)	830.1	17.1	17.1	1. Hongkong (Chine)	3'562.0	23.4	23.4
2. Corée du Sud	765.9	15.8	32.9	2. Russie	2'224.5	14.6	38.1
3. Russie	749.5	15.4	48.3	3. Singapour	1'800.9	11.8	49.9
4. Taïwan	615.5	12.7	61.0	4. Emirats arabes unis	1'684.2	11.1	61.0
5. Emirats arabes unis	482.7	9.9	70.9	5. Corée du Sud	1'666.0	11.0	72.0
6. Singapour	343.1	7.1	78.0	6. Taïwan	1'453.6	9.6	81.5
7. Qatar	285.2	5.9	83.9	7. Roumanie	821.2	5.4	86.9
8. Roumanie	208.5	4.3	88.2	8. Israël	793.3	5.2	92.2
9. Israël	199.3	4.1	92.3	9. Koweït	337.3	2.2	94.4
10. Bulgarie	125.4	2.6	94.9	10. Qatar	277.3	1.8	96.2
11. Koweït	81.2	1.7	96.5	11. Bahrein	176.1	1.2	97.4
12. Bahrein	49.8	1.0	97.6	12. Chypre	74.5	0.5	97.8
13. Gibraltar	39.4	0.8	98.4	13. Malte	62.8	0.4	98.3
14. Vierges, îles (R.U.)	20.5	0.4	98.8	14. Bulgarie	40.9	0.3	98.5
15. Brunei	17.1	0.4	99.2	15. Vierges, îles (R.U.)	33.2	0.2	98.7
16. Chypre	9.5	0.2	99.3	16. Bermudes	32.2	0.2	99.0
17. Malte	9.2	0.2	99.5	17. Caïmans, îles	28.3	0.2	99.1
18. Caïmans, îles	8.4	0.2	99.7	18. Antilles néerlandaises	27.7	0.2	99.3
19. Bahamas	6.7	0.1	99.8	19. Gibraltar	27.2	0.2	99.5
20. Bermudes	4.0	0.1	99.9	20. Bahamas	26.3	0.2	99.7
21. Macao	2.8	0.1	100.0	21. Macao	19.8	0.1	99.8
22. Antilles néerlandaises	0.3	0.0	100.0	22. Brunei	16.6	0.1	99.9
23. Aruba	0.2	0.0	100.0	23. Aruba	8.1	0.1	100.0
24. Polynésie française	0.1	0.0	100.0	24. Nouvelle Calédonie	2.8	0.0	100.0
25. Nouvelle Calédonie	0.0	0.0	100.0	25. Polynésie française	1.3	0.0	100.0
26. Falkland, îles	0.0	0.0	100.0	26. Falkland, îles	0.0	0.0	100.0
Total	4'854.2		100.0	Total	15'198.2		100.0

Source: Administration fédérale des douanes, *Commerce extérieur de la Suisse. Statistiques selon les pays, année 2006*, CD-Rom.

Remarque: commerce extérieur sans métaux précieux ni pierres gemmes et sans objets d'art ni antiquités (total 1 des statistiques des douanes). Le commerce de l'or est même totalement exclu des statistiques douanières.

^a Autres pays du Sud et de l'Est: Depuis l'abandon de la liste des pays en transition par le CAD (pays en transition de l'Europe de l'Est et pays en développement avancés), nous publions tout de même encore des données sur les pays en développement avancés et les pays de l'Est ne faisant pas partie de l'Union européenne et qui ne figurent pas dans la liste du CAD des pays en développement.

B.1.3. Evolution du commerce extérieur avec quelques partenaires économiques

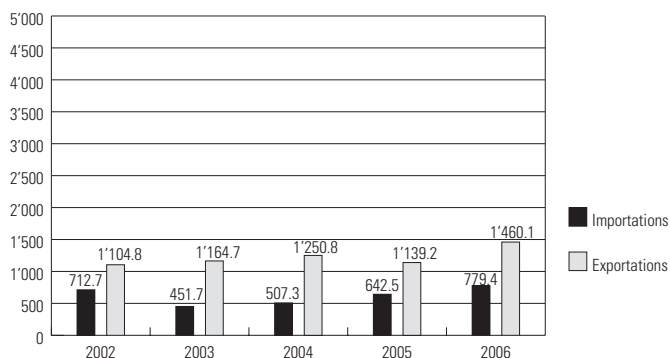
Les graphiques suivants montrent l'évolution du commerce extérieur de la Suisse avec une sélection de partenaires commerciaux importants de la Suisse, parmi les pays en développement, mais aussi avec quelques pays plus avancés qui ne sont plus dans la liste du CAD des pays en développement. Les graphiques confirment une augmentation importante de la valeur des exportations et des importations avec la plupart des pays, et révèlent des excédents commerciaux favorables à la Suisse (exportations moins importations) avec certains de ces pays. Les excédents commerciaux sont particulièrement importants avec l'Inde, la Turquie, Hongkong, Singapour et la Thaïlande.

Remarque importante: contrairement aux tableaux précédents, les données des graphiques du commerce avec cette sélection de pays comprennent aussi les métaux précieux et pierres gemmes, ainsi que les objets d'art et antiquités (total 2 des statistiques des douanes). Le commerce de l'or est par contre totalement exclu des statistiques douanières.

L'analyse du type de produits échangés avec un partenaire commercial révèle le phénomène de mondialisation de la production. La Suisse exporte par exemple beaucoup de produits chimiques dans un pays et peut importer aussi beaucoup de produits chimiques du même pays (exportations de produits finis, exportations de produits intermédiaires à assembler sur place, puis réimportation du produit assemblé).

□ Pays du BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine)

Graphique B.3: Commerce extérieur avec le Brésil (en millions de francs)



Source: Graphique élaboré à partir des données de: Administration fédérale des douanes, *Statistique du commerce extérieur, commerce par continent et par pays*, Berne, 2007, Internet: <<http://www.ezv.admin.ch/themen/00504/01506/01536/index.html?lang=fr>>.

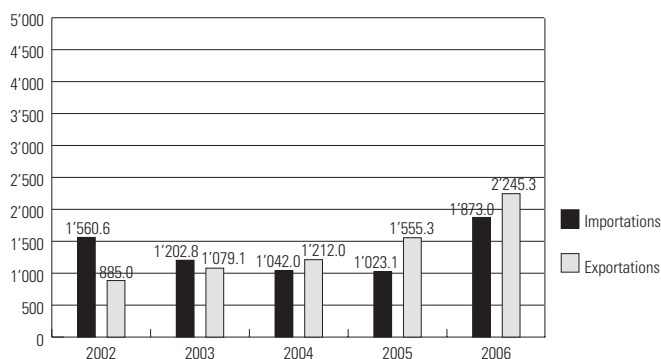
Principales importations en provenance du Brésil (millions de francs en 2006):

agriculture et sylviculture (360,8), métaux et ouvrages en métaux (223,9), véhicules (52,2), produits chimiques (44,5)

Principales exportations vers le Brésil (millions de francs en 2006):

produits chimiques (874,2), machines et électronique (318,2), Instruments, horlogerie et bijouterie (147).

Graphique B.4: Commerce extérieur avec la Russie (en millions de francs)



Source: Graphique élaboré à partir des données de: Administration fédérale des douanes, *Statistique du commerce extérieur, commerce par continent et par pays*, Berne, 2007, Internet: <<http://www.ezv.admin.ch/themen/00504/01506/01536/index.html?lang=fr>>.

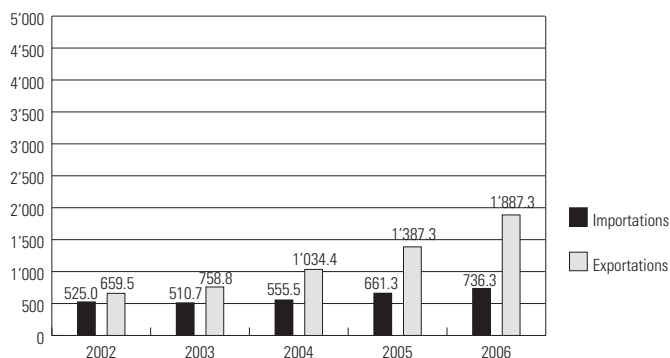
Principales importations en provenance de Russie (millions de frs en 2006):

Métaux précieux et pierres gemmes (1'120,5), produits chimiques (364,2), produits énergétiques (172,4).

Principales exportations vers la Russie (millions de frs en 2006):

Produits chimiques (845,5), machines et électronique (523,4), instruments, horlogerie et bijouterie (469,6)

Graphique B.5: Commerce extérieur avec l'Inde (en millions de francs)



Source: Graphique élaboré à partir des données de: Administration fédérale des douanes, *Statistique du commerce extérieur, commerce par continent et par pays*, Berne, 2007, Internet: <<http://www.ezv.admin.ch/themen/00504/01506/01536/index.html?lang=fr>>.

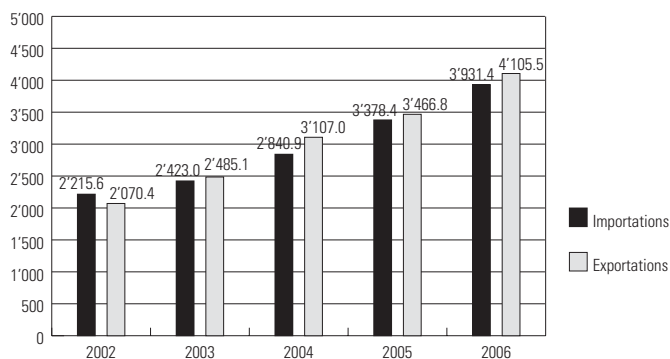
Principales importations en provenance de l'Inde:

Textiles et habillement (207,6), produits chimiques (201,5), métaux précieux et pierres gemmes (98,3).

Principales exportations vers l'Inde:

Machines et électronique (814), produits chimiques (495,1), instruments, horlogerie bijouterie (385,2).

Graphique B.6: Commerce extérieur avec la Chine (en millions de francs)



Source: Graphique élaboré à partir des données de: Administration fédérale des douanes, *Statistique du commerce extérieur, commerce par continent et par pays*, Berne, 2007, Internet: <<http://www.ezv.admin.ch/themen/00504/01506/01536/index.html?lang=fr>>.

Principales importations en provenance de Chine (millions de francs en 2006):

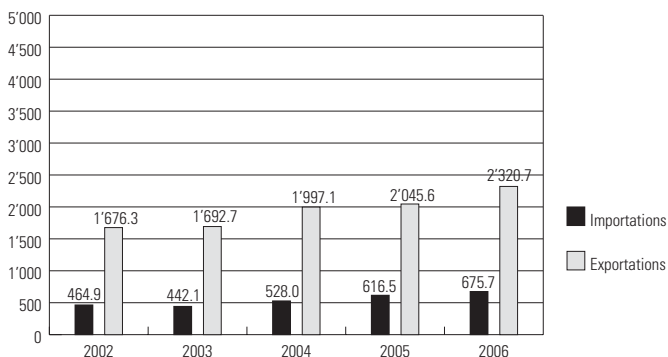
Machines et électronique (967,9), textiles et habillement (781), instruments horlogerie et bijouterie (579,3), produits chimiques (526,5), métaux et ouvrages en métaux (283,3), cuirs caoutchouc plastique (203,3), autres produits (347,8).

Principales exportations vers la Chine (millions de francs en 2006):

Machines et électronique (1'872.6), produits chimiques (761.6), instruments, horlogerie, bijouterie (674,9), métaux précieux et pierres gemmes (351,5).

□ Une sélection d'autres pays

Graphique B.7: Commerce de la Suisse avec la Turquie (en millions de francs)



Source: Graphique élaboré à partir des données de: Administration fédérale des douanes, *Statistique du commerce extérieur, commerce par continent et par pays*, Berne, 2007, Internet: <<http://www.ezv.admin.ch/themen/00504/01506/01536/index.html?lang=fr>>.

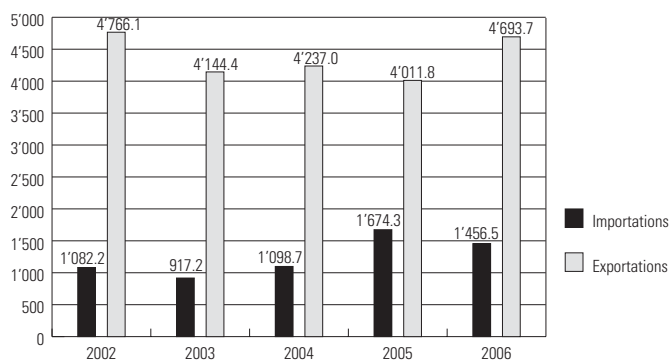
Principales importations en provenance de Turquie (millions de francs en 2006):

Textiles (183,6), agriculture (150,8), Véhicules (103,5), machines et électronique (96,5).

Principales exportations vers la Turquie (millions de francs en 2006):

Produits chimiques (1'110,5), machines et électronique (597,3), instruments horlogerie et bijouterie (237,2), textiles (106,3).

Graphique B.8: Commerce extérieur avec Hongkong (en millions de francs)



Source: Graphique élaboré à partir des données de: Administration fédérale des douanes, *Statistique du commerce extérieur, commerce par continent et par pays*, Berne, 2007, Internet: <<http://www.ezv.admin.ch/themen/00504/01506/01536/index.html?lang=fr>>.

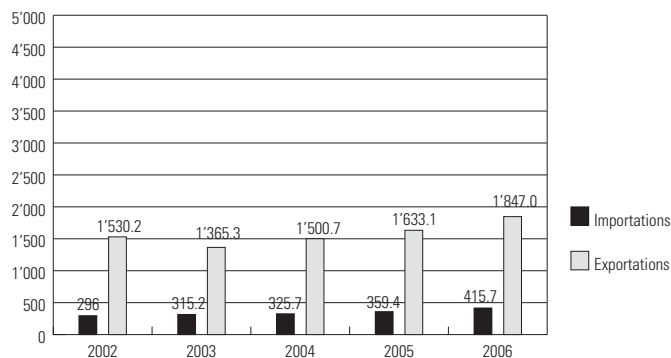
Principales importations en provenance de Hongkong (millions de francs en 2006):

Métaux précieux et pierres gemmes (606,6), instruments, horlogerie et bijouterie (548,6)

Principales exportations vers Hongkong (millions de francs en 2006):

Instruments, horlogerie et bijouterie (2'416,3), métaux précieux et pierres gemmes (1'117), machines et électronique (410,1), produits chimiques (378,6)

Graphique B.9: Commerce de la Suisse avec Singapour (en millions de francs)



Source: Graphique élaboré à partir des données de: Administration fédérale des douanes, *Statistique du commerce extérieur, commerce par continent et par pays*, Berne, 2007, Internet: <<http://www.ezv.admin.ch/themen/00504/01506/01536/index.html?lang=fr>>.

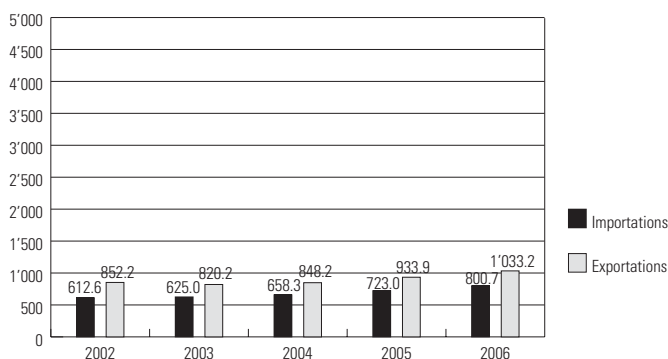
Principales importations en provenance de Singapour (millions de francs en 2006):

Instruments, horlogerie et bijouterie (209,4 millions), machines et électronique (94,7), métaux précieux et pierres gemmes (67,6).

Principales exportations vers Singapour (millions de francs en 2006):

Instruments, horlogerie et bijouterie (605,5 millions), produits chimiques (499,9), machines et électronique (378,2).

Graphique B.10: Commerce extérieur avec la Thaïlande (en millions de francs)



Source: Graphique élaboré à partir des données de: Administration fédérale des douanes, *Statistique du commerce extérieur, commerce par continent et par pays*, Berne, 2007, Internet: <<http://www.ezv.admin.ch/themen/00504/01506/01536/index.html?lang=fr>>.

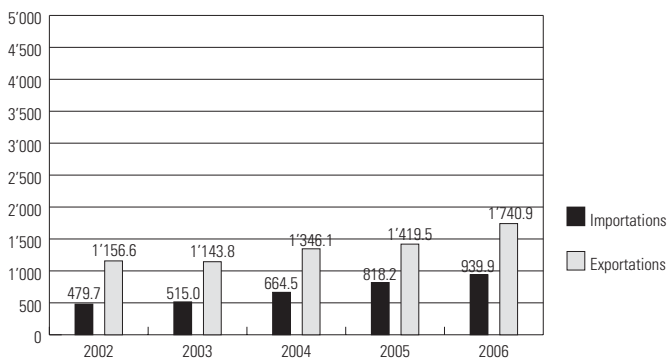
Principales importations en provenance de Thaïlande (millions de francs en 2006):

Instruments, horlogerie et bijouterie (249,1 millions en 2006), machines et électronique (174,8), agriculture et sylviculture (96,7).

Principales exportations vers la Thaïlande (millions de francs en 2006):

Machines et électronique (334,9 millions), Instruments, horlogerie, bijouterie (258,8), produits chimiques (224,8).

Graphique B.11: Commerce extérieur avec la Pologne (en millions de francs)



Source: Graphique élaboré à partir des données de: Administration fédérale des douanes, *Statistique du commerce extérieur, commerce par continent et par pays*, Berne, 2007, Internet: <<http://www.ezv.admin.ch/themen/00504/01506/01536/index.html?lang=fr>>.

Principales importations en provenance de la Pologne (millions de francs en 2006):

Véhicules (177,5), Machines et électronique (166,2), métaux et ouvrages en métaux (125,8), agriculture et sylviculture (104,8).

Principales exportations vers la Pologne (millions de francs en 2006):

Produits chimiques (725,1), machines et électronique (513,8), métaux et ouvrages en métaux (143,1).

B.2. Investissements directs à l'étranger et placements bancaires

B.2.1. Vue d'ensemble des flux financiers à destination des pays en développement

Le tableau de la page suivante permet de situer l'importance de l'APD dans l'ensemble des flux financiers de la Suisse à destination des pays en développement (chiffres du CAD). Les flux financiers recensés sont composés par l'aide publique au développement (2,1 milliards de francs en 2006), l'aide privée des ONG (507,5 millions de francs en 2006) et les apports du secteur privé (avec un chiffre record de 11,6 milliards de francs en 2006). Les apports du secteur privé aux conditions du marché sont composés des investissements directs à l'étranger, des crédits à l'exportation et des investissements de portefeuille.

L'analyse des chiffres disponibles depuis 1997 nous révèle que souvent l'ampleur des flux privés ont largement dépassé les montants de l'APD. Mais il faut souligner d'une part que les flux privés sont beaucoup plus volatils d'une année à l'autre, avec en 1997, 2001 et 2004 des flux privés nets même négatifs (flux financiers privés provenant des pays en développement plus importants que les apports totaux). D'autre part, si l'on compare les tableaux statistiques de la partie aide publique au développement (aide bilatérale) et les chiffres détaillés par pays des investissements directs à l'étranger (partie A), on peut constater que les flux privés se dirigent surtout vers un nombre restreint de pays relativement développés, alors que les flux d'aide bilatérale se dirigent surtout vers les PMA ou les autres pays à faible revenu. En d'autres termes, l'APD se dirige surtout vers des pays qui restent à l'écart des flux financiers privés.

Une mise en garde s'impose sur les informations statistiques disponibles, car on ne dispose pas de chiffres détaillés pays par pays sur une partie des flux financiers entre la Suisse et les pays en développement. Il n'y a par exemple pas de données pays par pays sur les transferts de migrants vers leur pays d'origine et les données sur les fuites de capitaux vers la Suisse, ainsi que le rapatriement de bénéfices des entreprises suisses sont très incomplètes. Dans le dossier de l'*Annuaire suisse de politique de développement* 2007, Bruno Gurtner montrait qu'en fait, si l'on essaie d'estimer les flux financiers de manière plus détaillée, les flux financiers nets se dirigent plutôt du Sud vers le Nord que l'inverse.


 **Annuaire 2007**, n° 2 (dossier *Financer le développement par la mobilisation des ressources locales*), Bruno Gurtner, « Un monde à l'envers : le Sud finance le Nord », pp. 57-80.

Tableau B.5: Vue d'ensemble des flux financiers suisses à destination des pays en développement (1997-2006) et des pays en transition (1997-2006)
(en millions de francs et en pourcentage du RNB)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Flux financiers vers les pays en développement										
Aide publique au développement (APD)^a										
Total, en millions de francs	1 320.3	1 307.3	1 465.6	1 510.9	1 537.0	1 462.4	1 748.0	1 921.1	2 207.2	2 063.3
Confédération	1 297.4	1 285.5	1 443.1	1 488.6	1 514.0	1 437.4	1 717.9	1 887.3	2 167.7	2 029.6
Cantons	15.1	13.8	13.7	14.2	13.4	14.9	18.5	21.1	27.0	23.1
Communes	7.8	8.0	8.9	8.1	9.5	10.0	11.6	12.7	12.5	10.6
En % du revenu national brut (RNB) ^b	0.328	0.315	0.344	0.336	0.345	0.328	0.373	0.398	0.441	0.391
En % des dépenses de la Confédération	2.97	2.78	3.17	3.13	3.01	2.82	3.41	3.65	4.20	3.84
Aide privée au développement^c										
Total, en millions de francs	225.7	250.0	275.5	272.0	319.3	298.2	339.8	321.9	413.6	507.5
En % du RNB ^b	0.056	0.060	0.065	0.060	0.072	0.067	0.073	0.067	0.083	0.096
Apports du secteur privé aux conditions du marché										
Total, en millions de francs	-6 419	3 076	4 855	1 194	-1 104	682	1 415	-566	7 474	11 580
Investissements directs	-2 895	3 076	2 931	1 426	988	920	2 141	339	9 283	12 533
Crédits à l'exportation	-697	—	1 924	844	-243	-207	99	305	-739	-530
Investissements de portefeuille	-2 827	—	—	-1 076	-1 850	-32	-798	-1 200	-900	-300
En % du RNB ^b	-1.60	0.74	1.14	0.27	-0.25	0.15	0.30	-0.12	1.49	2.19
Flux financiers vers les pays en transition^d, en millions de francs										
Aide publique (AP)										
Total	120.1	115.9	109.9	108.6	106.1	101.9	103.9	95.5	...	...
Confédération	117.0	113.5	107.9	106.7	104.3	98.9	101.2	93.1	...	...
Cantons	1.3	1.2	1.0	0.7	0.9	1.4	1.4	1.6	...	...
Communes	1.7	1.2	1.0	1.2	0.9	1.6	1.3	0.8	...	...
Aide privée ^e	18.5	24.2	18.6	12.9	11.3	15.7	14.8	14.8	...	...
Apports du secteur privé aux conditions du marché ^f	5649.1	1 173.0	10 950.0	12 405.6	7 932.4	-4.2	1510.8	8095.1	...	...

Source: DDC, Service statistique, état au 9 octobre 2007.

Remarque: chiffre à l'état au 9.10.2007. Les chiffres globaux (APD et flux privés) peuvent donc être un peu différents que ceux mentionnés dans d'autres tableaux plus actualisés de cette partie statistique.

Notes a à e: voir page suivante.

- ^a L'aide publique au développement (APD) est définie par l'OCDE par l'ensemble des flux financiers qui
- proviennent du secteur public (Confédération, cantons et communes);
 - ont pour but essentiel de faciliter le développement économique et social des pays destinataires;
 - sont accordés à des conditions de faveur (dons et prêts à taux bonifié);
 - sont destinés à des pays ou territoires en développement (actuellement 152) ainsi qu'à des organismes multilatéraux figurant dans la liste établie par l'OCDE.
- ^b RNB. Chiffres définitifs du PNB/RNB jusqu'en 2003 (source : OFS), provisoires pour 2004 et 2005 (source : OFS). Pour 2006, estimation de l'AFF (janvier 2007).
- ^c Dons privés des ONG suisses.
- ^d Apports du secteur privé aux pays en développement (et aux pays en transition jusqu'en 2004). En font partie les prestations suivantes fournies par le secteur privé aux conditions usuelles du marché :
- investissements directs : exportations de capitaux sous forme d'acquisition ou de création d'entreprises dans des pays en développement (ou en transition jusqu'en 2004) ou de prise de participation dans des entreprises situées dans ces pays, y compris les bénéfices réinvestis. Chiffres mis à jour rétroactivement par la BNS sur deux ans (2004 définitifs, 2005 et 2006, provisoires)
 - investissements de portefeuille : achat et reprise d'emprunts, de remboursements et de titres, émis à l'origine par des organisations de développement sur le marché suisse des capitaux;
 - crédits à l'exportation : variations nettes des crédits destinés au financement à moyen et long terme d'exportations dans les pays en développement (et les pays en transition jusqu'en 2004); ces crédits sont garantis par l'office de gestion de la garantie contre les risques à l'exportation (GRE) afin d'assurer les créances nées des exportations. Ce montant comprend les contre-écritures pour les allègements de dette selon instructions CAD.
- ^e La catégorie des « pays en transition » a été abolie par l'OCDE/CAD à partir de 2005. Les données pour ces pays ne sont de ce fait plus récoltées.

B.2.2. Investissements directs à l'étranger

Par leur stabilité et leur finalité favorisant le transfert de technologie et la création d'emploi, les investissements directs à l'étranger se distinguent des investissements de portefeuille, plus volatils. Du point de vue du développement, les sommes investies à ce titre dans les pays bénéficiaires de l'APD ont une certaine importance car « celui qui effectue un investissement direct veut influencer directement et durablement sur l'activité d'une entreprise à l'étranger »⁴. L'analyse des données disponibles sur les investissements montre que les montants des investissements sont très élevés comparés aux flux d'APD, et qu'il y a effectivement création d'emplois. Une analyse plus fine révèle que les investissements sont concentrés sur un nombre restreint de pays, plutôt dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire. Alors que l'APD et l'aide des ONG sont destinés surtout à des PMA ou aux autres pays à faible revenus, les investissements directs à l'étranger se dirigent que marginalement vers ces pays, mais sont plutôt destinés aux pays à revenu intermédiaire. On peut observer le même phénomène de concentration des flux commerciaux vers les pays à revenu intermédiaire. C'est un point important à garder en tête lorsque l'on cherche à développer des synergies entre politique de coopération, politique commerciale et politique d'encouragement des investissements, en vue de stimuler le développement. Les pays les plus pauvres restent relativement à l'écart des flux commerciaux et d'investissement.

Les emplois totaux dans les filiales à l'étranger des entreprises suisses s'élèvent à 2,2 millions de postes de travail, et les effectifs en Suisse de ces mêmes entreprises représentent 800'000 emplois environ.

Les revenus de capitaux déclarés par les entreprises s'élèvent à 69 milliards de francs en 2006⁵, ce qui correspond, par rapport au stock investi, de 632 milliards, à un rendement de près de 11 %.

⁴ Banque nationale suisse, Evolution des investissements directs en 2005, p. 15.

⁵ Source pour toute cette partie sur les investissements : Banque nationale Suisse, *Evolution des investissements directs en 2006*, Zurich, BNS, décembre 2007.

❑ Flux d'investissements directs à l'étranger en 2006

Les investissements directs à l'étranger ont atteint le montant record de 87,6 milliards de francs en 2006 (64 milliards en 2005)⁶. Le précédent record, atteint en 2000, s'élevait à 75 milliards de francs. La forte augmentation de 2005 à 2006 s'explique surtout par la forte croissance de l'économie mondiale et les liquidités élevées détenues par les entreprises.

La majeure partie des investissements se dirige vers les pays de l'Union européenne (28,6 milliards de francs) et l'Amérique du Nord (23,3 milliards). Les investissements à destination des pays en développement sont estimés à 12,5 milliards de francs, dont 37 millions de francs vers les PMA⁷. Les flux d'investissements à destination de l'Afrique se sont élevés à 797 millions de francs⁸, dont 427 millions vers l'Afrique du Sud et 160 millions vers l'Égypte. Les investissements dans les centres financiers offshore extra-européens⁹ se sont élevés à 16,2 milliards de francs et ceux vers Singapour à 4,4 milliards de francs en 2006. Les filiales concernées dans ces pays jouent souvent le rôle de plaques tournantes pour des investissements dans des pays tiers (rôle de holding).

❑ Stocks d'investissements directs à l'étranger fin 2006

Le graphique B.12 montre la répartition régionale, à la fin de 2006, du stock d'investissements directs à l'étranger émanant de la Suisse. Ce stock dépassait 632 milliards de francs, dont plus de 41 % se situaient dans l'Union européenne. L'Amérique du Nord a accueilli 23,7 % de ce montant et l'Amérique centrale et du Sud près de 20 %. Viennent ensuite l'Asie avec 8,4 % des investissements directs à l'étranger, le reste des pays européens avec 5,8 % et l'Océanie avec 1,6 %. Le stock des investissements suisses sur le continent africain s'élevait à 7,5 milliards de francs (soit 1,2 % du stock total), dont près de 5 milliards en Afrique du Sud, 510 millions en Égypte et 337 millions au Maroc¹⁰.

⁶ Source : Banque nationale suisse, *Evolution des investissements directs en 2006*, Zurich, BNS, décembre 2007. Tableau 1.1 « Investissements directs suisses à l'étranger. Répartition par pays des exportations de capitaux », pp. A2-A3. Une mise en garde s'impose, les données publiées par pays dans la partie A (source : service statistique de la DDC, sur la base des informations fragmentaires fournies par la BNS pour certains pays) ne correspondent pas aux données plus à jour et plus complètes qui paraissent en décembre 2007 dans la publication de la Banque nationale suisse.

⁷ Une mise en garde s'impose lorsque l'on analyse les statistiques de la BNS sur les investissements. La classification des pays par la BNS est très différente que celle du CAD. Les pays en développement qui se trouvent dans la liste du CAD se retrouvent dans les statistiques de la BNS classés soit dans le reste de l'Europe (Turquie et Ukraine). Les classements par continent de la BNS (Amérique latine, Asie et Afrique) comprennent des pays de la liste CAD des pays en développement, mais aussi d'autres pays plus développés qui ne sont pas dans la liste du CAD (certains centres financiers offshore) ou des pays industrialisés d'Outre mer (Japon). Pour les investissements directs à l'étranger selon la liste du CAD, voir le tableau de la partie A.

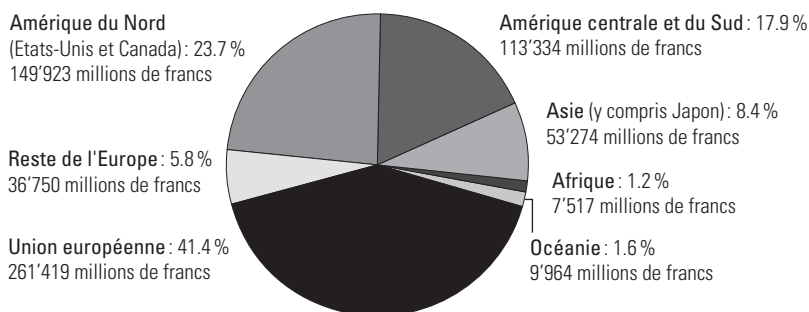
⁸ Source : BNS, *Evolution des investissements directs en 2006*, tableau 1.1. « Répartition par pays des exportations de capitaux », Zurich, BNS.

⁹ Centres financiers offshore en dehors de l'Europe : *Iles vierges des Etats-Unis*, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent et Grenadines, îles Turks et Caïcos (*en italique les pays qui ne font pas partie de la liste du CAD des pays bénéficiaires de l'APD*).

¹⁰ Banque nationale suisse, *l'évolution des investissements directs en 2006*, Zurich, BNS, décembre 2007, tableau 1.2. « Investissements directs suisses à l'étranger. Répartition par pays de l'état à la fin de l'année », p. A4-A5.

Sur le stock total de 632 milliards de francs fin 2006, 59,5 % des stocks d'investissements sont détenus par des entreprises des services (surtout les sociétés financières et holding, les assurances et les banques). 40,5 % des investissements proviennent d'entreprises industrielles, dont près de la moitié de l'industrie chimique¹¹.

Graphique B.12: Répartition des stocks d'investissements directs à l'étranger par région, au 31 décembre 2006 (en millions de francs et en pourcentage)



Total pour le monde : 632'181 millions de francs

Source : Banque nationale suisse, *Evolution des investissements directs en 2006*, Zurich, BNS, décembre 2007, tableau 1.2., « Investissements directs suisses à l'étranger. Répartition par pays de l'état à la fin de l'année », pp. A4-A5.

□ Evolution des stocks d'investissements pour une sélection de pays

Les graphiques B.13 et B.14 se focalisent sur les principaux stocks d'investissements directs émanant de la Suisse respectivement dans les pays bénéficiaires de l'APD et dans une sélection d'autres pays du Sud et de l'Est, cela à quatre années d'intervalle (fin 2002 et fin 2006). Ce qui frappe d'emblée, c'est l'importance du montant des investissements directs à l'étranger dans les centres financiers offshore¹² des Caraïbes, tant fin 2002 que fin 2006, avec une progression de 44,8 milliards de francs entre ces deux dates (graphique B.14).

Le stock total des investissements dans les pays en développement mentionnés dans le graphique B.4 s'élève à 43,5 milliards de francs en 2006 (sur un total des stocks d'investissements à l'étranger atteignant 632 milliards de francs). Il faut relever que la majorité des pays en développement restent à l'écart des investissements directs de la Suisse ; en effet, les statistiques de la BNS ne mentionnent que 17 pays en développement avec un stock d'investissements de plus de 500 millions de francs. A la fin de 2006, les pays en développement où les stocks d'investissements suisses étaient les plus élevés étaient le Brésil (10,1 milliards de francs), l'Afrique du Sud (près de 5 milliards) et le Mexique (4,8 milliards).

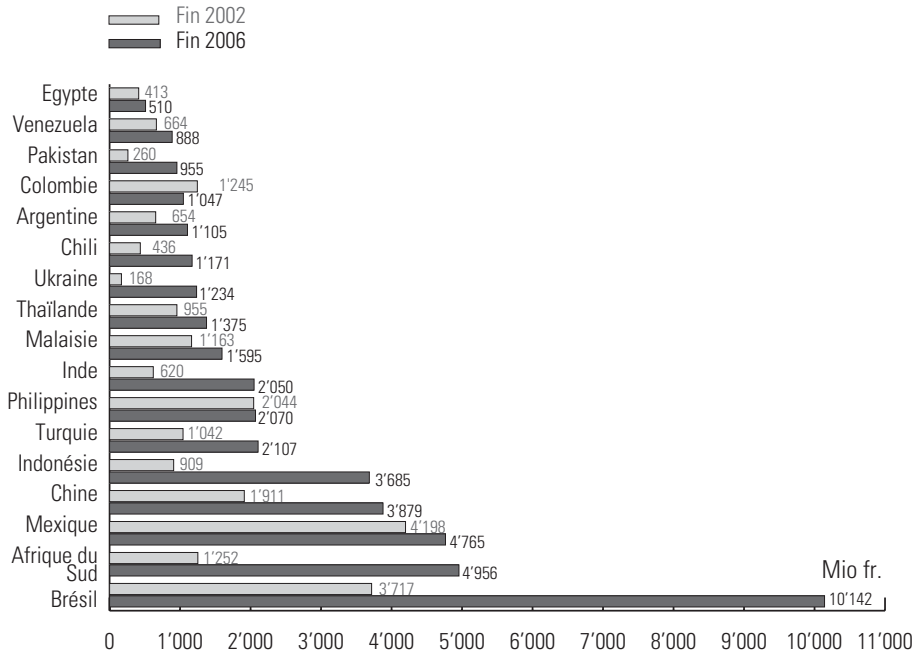
¹¹ Banque nationale suisse, *l'évolution des investissements directs en 2006*, Zurich, BNS, décembre 2007, tableau 1.5. « Investissements directs suisses à l'étranger. Etat à la fin de l'année par branches et secteurs », p. A9.

¹² Parmi les pays ou territoires qui composent l'agrégat de centres financiers offshore retenu par la Banque nationale suisse, certains ne sont pas (ou plus) compris dans la liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD pour les montants 2005. Ceux-ci sont les îles vierges des Etats-Unis, les Bahamas, les Bermudes, les îles vierges britanniques, les îles Caïmans et les Antilles néerlandaises.

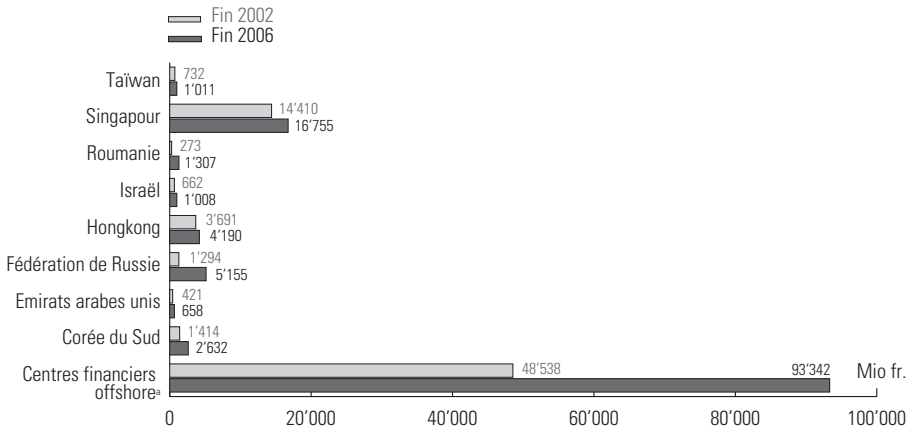
Quant à l'évolution des montants entre fin 2002 et fin 2006, le stock des investissements suisses a septuplé en Ukraine, quadruplé en Afrique du Sud et en Indonésie, plus que triplé en Inde et au Pakistan, et plus que doublé au Brésil, au Chili, en Chine et en Turquie. D'autres pays ont par contre vu le stock des investissements directs de la Suisse s'abaisser entre fin 2002 et fin 2006, notamment la Colombie (diminution de 16 %).

Graphiques B.13 et B.14: Principaux pays ou régions de destination des investissements directs suisses, stock fin 2002 et fin 2006 (en millions de francs)

Graphique B.13: Pays bénéficiaires de l'APD selon la liste du CAD



Graphique B.14: Autres pays du Sud ou de l'Est



^a Selon la classification de la BNS, les centre financiers offshore comprennent des pays en développement et d'autres pays ne faisant pas partie de la *Liste des pays bénéficiaires d'APD établie par le CAD*: îles Vierges des États-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, îles Turks et Caïques.

Source des graphiques B.13 et B.14: Banque nationale suisse, *Evolution des investissements directs en 2006*, Zurich, BNS, décembre 2007, tableau 1.2., «Investissements directs suisses à l'étranger. Répartition par pays de l'état à la fin de l'année», pp. A4-A5.

B.2.3. Placements dans les banques suisses

La place financière suisse a une grande importance économique. Le secteur bancaire emploie près de 128 000 employés¹³. Selon les estimations du Département fédéral des finances, les impôts sur le revenu et sur les entreprises versés par le secteur financier (banques et assurances) s'élèveraient à 10 % au moins du total des recettes fiscales en Suisse¹⁴. Selon la Fondation Genève Place financière, qui se base sur les statistiques de la Banque nationale suisse¹⁵, le montant total des dépôts de la clientèle dans les établissements bancaires suisses était estimé en novembre 2007 à 5341 milliards de francs (4577 milliards de francs en mai 2006), dont 59,6 % provenaient de clients étrangers (clients institutionnels : 35,5 %, entreprises : 4,3 %, particuliers : 19,8 %).

Les statistiques de la banque nationale suisse distinguent les opérations que les banques réalisent pour leur propre compte et à leurs propres risques (celles qui sont inscrites à leur bilan) des transactions effectuées pour le compte et aux risques de leurs clients (opérations fiduciaires). Les données sur la place financière ne sont pas complètes, car les publications de la banque nationale suisse dans ce domaine ne prennent en compte que les chiffres émanant d'une centaine de banques établies en Suisse (95 banques en 2006) et excluent de fait les montants du secteur para bancaire et les fonds gérés par les gestionnaires privés de fortune.

Selon les chiffres de la BNS, les engagements inscrits au bilan de 95 banques sises en Suisse s'élèvent, fin 2006, à 1'900,3 milliards de francs, alors que les engagements à titre fiduciaire à cette même date s'élèvent à 328,3 milliards de francs. Le tableau suivant montre la répartition des avoirs et engagements par région et pour une sélection de pays.

Selon les chiffres publiés par la BNS, les dépôts auprès des banques en Suisse en provenance de pays en développement, de pays émergents ou de place financière offshore sont généralement beaucoup plus importants que les avoirs des banques suisses dans ces pays. Par exemple les avoirs des banques suisses dans les Places financières offshore s'élevaient à 227 milliards de francs inscrits au bilan et à 68,6 milliards en fonds fiduciaires. Les dépôts auprès des banques suisses en provenance des centres financiers offshore s'élevaient la même année à 427,8 milliards de francs et les placements fiduciaires à 149,3 milliards de francs. Cette situation se retrouve avec les pays exportateurs

¹³ BNS, Les banques suisses 2006, Zurich, BNS, juin 2007, tableau 51, p. A191.

¹⁴ Département fédéral des finances, *Chiffres-clés relatifs à la place financière suisse*, Berne, DFF, août 2007.

¹⁵ Fondation Genève Place financière et Banque nationale suisse, *Bulletin mensuel de statistiques économiques*, BNS, novembre 2007.

de pétrole, les pays en développement (sans les centres financiers offshore) et les pays de l'ancien bloc de l'Est. En d'autres termes, la place financière suisse absorbe bien plus de capitaux africains, asiatiques et latino-américains qu'elle n'en fournit à ces pays.

Le tableau suivant donne la répartition par région et pour certains pays des avoirs et engagements. Le classement des pays par la Banque nationale suisse ne correspond pas au classement du CAD des pays en développement¹⁶.

Tableau B.6: Avoirs et engagements à l'étranger des banques établies en Suisse
Avoirs et engagements figurant au bilan et à titre fiduciaire
Situation au 31 décembre 2006 (en millions de francs)

Pays ou régions	PED PMA^a	Avoirs Dans les bilans	Engagements	Avoirs Opérations fiduciaires	Engagements
Tous les pays		2'103'217	1'900'268	393'137	328'263
Economies avancées		1'770'464	1'289'889	320'743	70'729
dont: Europe		949'078	810'681	314'150	57'403
Autres ^b		821'386	479'208	6'593	13'326
Places financières offshore		227'505	427'820	68'597	149'310
dont: Bahamas		16'967	56'877	4'834	13'583
Bahrein		900	1'688		1'009
Bermudes		4'665	12'907		2'915
Hongkong		36'241	43'238	111	4'370
Caïmans (îles)		80'307	59'758	1'899	11'363
Liban	PED	1'542	4'474	312	6'142
Maurice	PED	1'001	793		735
Antilles néerlandaises		1'751	329	221	2'771
Panama	PED	7'681	17'139	12	32'390
Singapour		21'131	20'815	4'297	2'971
Economies émergentes		105'248	10'340	3'798	108'225
dont: Croatie	PED	409	1'236		125
Fédération de Russie		4'638	7'525	248	5'092
Serbie-et-Monténégro	PED	160	1'454		119
Turquie	PED	4'071	5'757	484	7'086
Ukraine	PED	1'000	1'953	15	366
Chypre		2'113	4'259	161	2'209
Amérique latine et Caraïbes		15'490	24'752	181	31'741
dont: Argentine	PED	731	3'196	37	5'778
Belize	PED	795	971		2'998
Brésil	PED	5'846	4'905	37	4'257
Chili	PED	259	1'006		598
Colombie	PED	263	438		510
Mexique	PED	4'588	3'755	11	3'967
Pérou	PED	261	970		486
St-Vincent et les Grenadines	PED	554	590		3'153
Turks et Caïques	PED	140	677		714
Uruguay	PED	208	1'001		1'483
Venezuela	PED	894	5'103		6'154
Afrique et Moyen-Orient		20'289	64'738	1'137	49'942
dont: Egypte	PED	934	3'817		2'546

¹⁶ Une mise en garde s'impose lorsque l'on analyse les statistiques sur les avoirs et engagements des banques suisses de la Banque nationale suisse. Les pays en développement selon la liste du CAD peuvent se retrouver soit dans les catégories de la BNS Places financières offshore, soit dans Economies émergentes, soit sous Afrique et Moyen-Orient, Asie et Pacifique, soit sous Amérique et Caraïbes.

Pays ou régions	PED PMA	Avoirs Dans les bilans	Engagements	Avoirs Opérations fiduciaires	Engagements
Afrique et Moyen-Orient (suite)					
dont: Algérie	PED	111	308		483
Angola	PMA	70	620		101
Côte d'Ivoire	PED	469	216		237
Iran	PED	788	911		607
Yemen	PMA	58	718		448
Jordanie	PED	141	2'917		1'939
Kenya	PED	231	1'123		780
Rép. dém. du Congo	PED	16	70		247
Koweït		1'080	2'421		1'053
Liberia	PMA	1'776	3'124		6'747
Libye	PED	109	5'221		353
Maroc	PED	412	1'865		1'107
Nigeria	PED	284	3'433		580
Arabie saoudite	PED	3'558	10'314		11'392
Seychelles	PED	318	437		826
Afrique du Sud	PED	1'015	3'198		869
Syrie	PED	123	3'071		837
Emirats arabes unis		5'283	9'436		11'342
Asie et Pacifique		52'940	62'443	116	9'072
dont: Azerbaïdjan	PED	55	463		179
Chine	PED	6'237	5'971		518
Inde	PED	2'999	4'988		1'474
Indonésie	PED	4'176	6'886		525
Kazakhstan	PED	1'203	536		221
Malaisie	PED	4'607	2'986		375
Pakistan	PED	396	1'609		882
Philippines	PED	1'258	3'907		370
Corée du Sud		22'586	14'885		139
Taiwan		6'390	11'085		1'090
Thaïlande	PED	1'716	3'671		650
Ouzbekistan	PED	14	1'978		100
Vietnam	PED	34	977		14

Source: Banque nationale suisse, *Les banques suisses 2006*, Zurich, BNS, juin 2007. Tableaux 32 « Répartition par pays des avoirs et engagements dans les bilans » et 38 « Opération fiduciaire – Répartition géographique », pp. A104-A115 et A132-A137.

Remarque: La Banque nationale suisse publie une statistique des avoirs et engagements à l'étranger des banques établies en Suisse (partielle seulement car elle repose sur les données fournies par 95 banques, sur plus de 300 banques présentes en Suisse). La BNS distingue les opérations que les banques effectuent pour leur propre compte (inscrites au bilan) des transactions réalisées pour le compte et aux risques des clients (opérations fiduciaires).

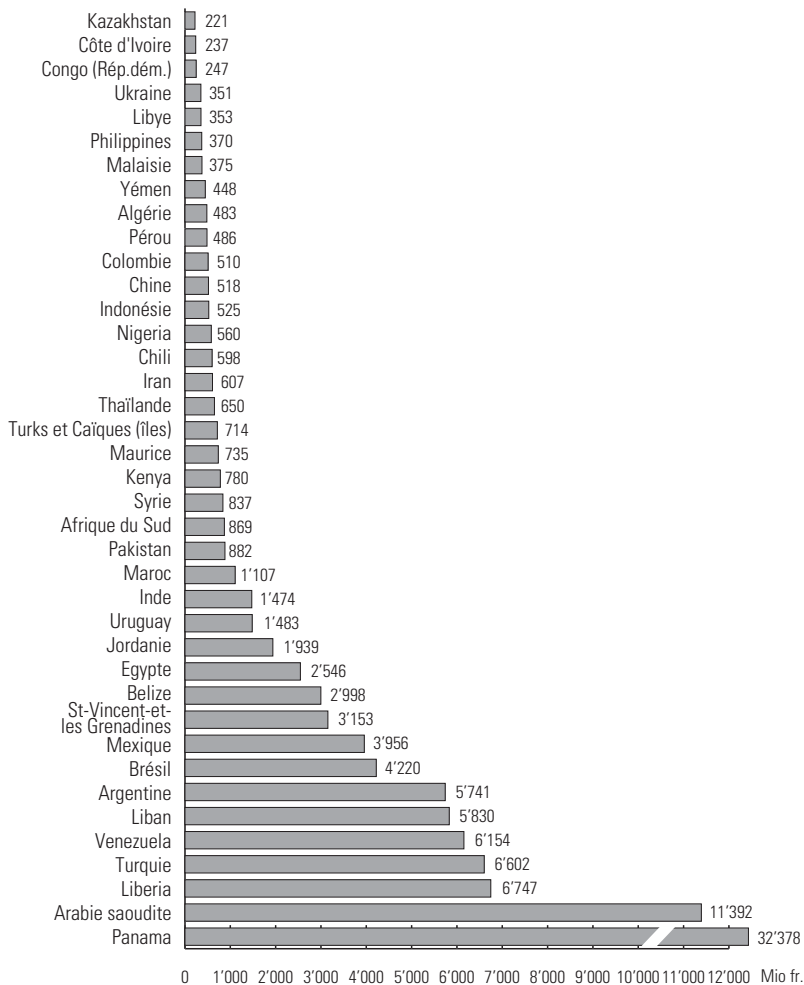
^a PED: Pays en développement figurant dans la liste des pays en développement du Comité d'aide au développement, sauf les PMA, notés séparément.

PMA: Pays les moins avancés.

^b Autres économies avancées. Pays industrialisés d'Outre Mer (Australie, Japon, Canada, Nouvelle Zélande, USA).

Le graphique B.15 montre les placements fiduciaires nets, fin 2006, dans les 95 banques recensées par la statistique de la Banque nationale suisse, en provenance des pays bénéficiaires de l'APD. Parmi ceux-ci figurent un certain nombre de centres financiers offshore, Panama en tête avec près de 32,4 milliards de francs placés à titre fiduciaire en Suisse. Y figurent également des pays qui sont pourtant dans la liste des pays les moins avancés, dont le Libéria (6,7 milliards de francs) Yémen (448 millions), l'Angola (101 millions) et la République démocratique du Congo (247 millions). On trouve aussi dans la liste d'autres pays à faible revenu, comme le Pakistan (882 millions), le Kenya (780 millions), le Nigeria (560 millions) et le Kazakhstan (221 millions de francs). Moins étonnants, les engagements nets à titre fiduciaire de pays riches en ressources naturelles (pétrole notamment), avec par exemple l'Arabie saoudite.

Graphique B.15: Engagements nets à titre fiduciaires des banques établies en Suisse, fonds en provenance des pays en développement, au 31 décembre 2006 (en millions de francs)



Source: Banque nationale suisse, *Les banques suisses. 2006*, Zurich, BNS, juin 2007, tableau 38, «Opérations fiduciaires. Répartition géographique», pp. A132-A137.

B.3. Aide publique au développement

B.3.1. APD fournie par les pays membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE

Le tableau B.7 offre une vue d'ensemble de l'aide publique au développement (APD) des pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) et met en évidence une baisse de cette APD entre 2005 et 2006. Les apports totaux d'aide publique ont passé de 107,1 milliards de dollars en 2005 à 104,4 milliards de dollars en 2006. Cette baisse de 4,5 % de l'APD est largement expliquée par de moindres montants d'allègements de dette, qui avaient atteint des niveaux records en 2005. Cependant, même sans ces allègements de dette, l'APD réelle a diminué de 0,8 %, malgré les engagements du G-8 en 2005 et du Sommet du Millénaire +5 à augmenter l'aide de 50 milliards en termes réels de 2004 à 2010 et à doubler l'aide à l'Afrique.

L'APD est composée, selon la définition de l'OCDE, de l'ensemble des flux financiers qui

- ❑ proviennent du secteur public (en Suisse: Confédération, cantons et communes);
- ❑ ont pour but essentiel de faciliter le développement économique et social des pays destinataires;
- ❑ sont accordés à des conditions de faveur (dons ou prêts à taux bonifiés);
- ❑ sont destinés à des pays ou territoires en développement ainsi qu'à des organismes multilatéraux figurant dans la liste établie par l'OCDE. Dès 2006, la liste du CAD comprend les pays dont le revenu national par habitant était inférieur à 10065 dollars en 2004. Le CAD ne calcule plus l'agrégat séparé d'aide publique (AP), qui, de 1993 à 2004, avait concerné les pays en transition (pays de l'Europe de l'Est et pays en développement dits avancés).

L'APD versée par les pays du CAD en pourcentage du revenu national brut (RNB) s'est élevée à 0,46 en 2006 (contre 0,47 en 2005). Seuls 5 pays ont atteint ou dépassé l'objectif de 0,7 % du RNB fixé par les Nations unies: le Danemark, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas et la Suède.

Les pays de l'Union européenne s'étaient engagés en 2002 à augmenter leur aide et consacrer le 0,39 % de leur RNB à l'APD en 2006, avec un objectif minimum par pays de 0,33 %. Mis à part la Grèce, l'Italie, le Portugal et l'Espagne, tous les pays ont atteint cet objectif minimal et l'APD de l'Union européenne s'élevait globalement à 0,43 % du RNB en 2006, avec un montant de 59 milliards de dollars en 2006. En 2005, les pays de l'UE ont fixé un nouvel objectif minimal par pays de 0,51 % du RNB pour 2010, ou 0,56 % globalement.

Tableau B.7: Aide publique au développement des pays du CAD, par pays, et évolution de 2005 à 2006 (en millions de dollars et en pourcentage du RNB)

Pays	APD (en millions de dollars)		APD (en % du RNB) ^a		Variation réelle ^b de 2005 à 2006	Variation réelle sans les allègements de dette
	2005	2006	2005	2006		
Allemagne	10'082	10'435	0.36	0.36	1.7	14.2
Australie	1'680	2'123	0.25	0.30	22.5	7.8
Autriche	1'573	1'498	0.52	0.47	-6.9	8.3
Belgique	1'963	1'978	0.53	0.50	-2.2	2.9
Canada	3'756	3'684	0.34	0.29	-9.9	-4.7
Danemark	2'109	2'236	0.81	0.80	3.0	-0.8
Espagne	3'018	3'814	0.27	0.32	20.7	31.5
Etats-Unis	27'935	23'532	0.23	0.18	-18.2	-10.6
Finlande	902	834	0.46	0.40	-9.0	9.2
France	10'026	10'601	0.47	0.47	2.9	2.3
Grèce	384	424	0.17	0.17	5.9	5.9
Irlande	719	1'022	0.42	0.54	36.9	37.0
Italie	5'091	3'641	0.39	0.20	-30.6	-42.0
Japon	13'147	11'187	0.28	0.25	-9.1	-8.9
Luxembourg	256	291	0.82	0.89	4.8	4.8
Norvège	2'786	2'954	0.94	0.89	-1.9	-2.6
Nouvelle-Zélande	274	259	0.27	0.27	0.5	0.6
Pays-Bas	5'115	5'452	0.82	0.81	4.2	4.9
Portugal	377	396	0.21	0.21	2.0	2.8
Royaume-Uni	10'772	12'459	0.47	0.51	11.7	19.5
Suède	3'362	3'955	0.94	1.02	14.7	7.9
Suisse	1'772	1'646	0.44	0.39	-7.4	-0.3
Total CAD	107'099	104'421	0.33	0.31	-4.5	-0.8
Performance moyenne pays du CAD			0.47	0.46		
Pays de l'UE	55'750	59'035	0.44	0.43	2.9	6.7
Pays du G-7	80'809	75'539	0.30	0.27	-8.0	-4.1
Pays non membres du G-7	26'290	28'882	0.50	0.51	6.3	7.5
Pays non membres du CAD ^c	3'905	5'172				

Source: CAD, annexe statistique du rapport annuel *Coopération pour le développement*, tableau 1, décembre 2007.

^a Les pays qui dépassent l'objectif, fixé par les Nations unies, de 0,7 % de leur RNB sont indiqués en gras.

^b Variation réelle de l'APD: compte tenu de l'inflation et des fluctuations des taux de change.

^c Le CAD recense l'aide des pays de l'OCDE non membres du CAD (Corée, Hongrie, Islande, Pologne, République slovaque, République tchèque, Turquie) et d'autres pays donateurs (Israël, Taïpei chinois, Thaïlande et autres). Le tableau 33 de l'annexe statistique du rapport *Coopération pour le développement* mentionne des données partielles de l'APD par pays non membres du CAD. Mais ces données sont incomplètes puisque plusieurs pays non membres de l'OCDE ne fournissent pas de données chiffrées sur leurs montants d'aide.

Le tableau suivant montre quelques unes des composantes de l'APD. Une partie de l'augmentation récente de l'APD est expliquée par le fait que les pays donateurs incluent de nouveaux éléments dans l'agrégat statistique de l'APD. Les dons nets au titre des allègements de dette ont représenté une part très importante de l'APD, soit le 18,1 % de l'APD totale en 2006 (le 21,3 % de l'aide totale en 2005). Ces allègements de la dette représentent le 6 % de l'APD totale versée par la Suisse, mais cette composante de l'aide représente le 26 % de l'APD totale de l'Allemagne, le 28 % de l'aide du Royaume-Uni, presque le tiers de l'aide de la France et même plus de la moitié de l'APD de l'Autriche et presque la moitié de l'aide de l'Italie. La comptabilisation de ces allègements de dette est controversée, notamment puisque cette opération avant tout comptable ne représente pas de l'argent frais supplémentaire pour le développement.

Tableau B.8: Quelques composantes de l'aide publique au développement des pays du CAD, 2006 (en millions de dollars et en pourcentage du revenu nationale brut RNB)

Pays	APD des pays du CAD (en millions de dollars)			APD des pays du CAD pour les PMA	
	Total de l'APD	Allègements de dettes	Dépenses pour les réfugiés dans pays donneur	en millions de dollars	en % du RNB du pays donneur
Allemagne	10435	2722	18	2642	0.09
Australie	2123	277		451	0.06
Autriche	1498	757	41	252	0.08
Belgique	1978	396	73	729	0.18
Canada	3684	260	158	1244	0.10
Danemark	2236	113	42	878	0.31
Espagne	3814	503	28	767	0.06
Etats-Unis	23532	1585	488	6416	0.05
Finlande	834		11	296	0.14
France	10601	3433	471	2624	0.12
Grèce	424		5	103	0.04
Irlande	1022		1	524	0.28
Italie	3641	1596	0	789	0.04
Japon	11187	3003		3340	0.07
Luxembourg	291			123	0.38
Norvège	2954	23	67	1129	0.34
Nouvelle-Zélande	259		10	74	0.08
Pays-Bas	5452	312	112	1395	0.21
Portugal	396		0	240	0.13
Royaume-Uni	12459	3503		3827	0.16
Suède	3955	292	164	1152	0.30
Suisse	1646	98	132	453	0.11
Total CAD	104421	18874	1823	29448	0.09
Pays de l'UE	59035	13629		16342	0.12

Source: CAD, annexe statistique du rapport annuel *Coopération pour le développement*, tableaux 1A, 13 et 31, décembre 2007.

Remarque: Les pays qui dépassent l'objectif, recommandé par la CNUCED, d'une aide aux PMA atteignant au moins 0,15 % de leur RNB, sont indiqués en gras.

B.3.2. Volume de l'aide publique au développement versée par la Suisse

De manière assez comparable à l'évolution observée pour l'ensemble des pays du CAD, l'APD versée par la Suisse a baissé de plus de 6,5 % (baisse nominale). entre 2005 et 2006, en passant de 2207,2 millions à 2063 millions de francs. Cette diminution est due essentiellement au montant inférieur en 2006 des remises de dette. En pourcentage du RNB, l'APD a ainsi passé de 0,44 % à 0,39 % de 2005 à 2006 (voir graphique B.17) ; rappelons qu'elle avait régulièrement augmenté jusqu'en 1990, pour se stabiliser autour de 0,34 % pendant les années 90 et augmenter entre 2002 et 2005. L'APD ne représente en 2006 que 3,8 % des dépenses publiques totales de la Confédération.

Tableau B.9: Aide publique de la Suisse aux pays en développement, 2005 et 2006
(en millions de francs)

	2006			2005
	APD bilatérale	APD multilatérale	Total APD	Total APD
Direction du développement et de la coopération (DDC) – DFAE	921.2	427.0	1348.2	2167.7
Aide humanitaire	267.3	27.7	295.0	296.8
Coopération au développement	562.8	399.3	962.1	927.4
Coopération avec l'Est et la Communauté des Etats indépendants (CEI)	91.1	—	91.1	82.8
Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) – DFE	319.2	6.7	325.9	494.5
Coopération au développement	136.4	6.7	143.1	148.3
Coopération avec l'Est et la CEI	60.1	—	60.1	67.7
Remises de dette (Club de Paris)	122.7	—	122.7	278.6
Office fédéral des migrations (ODM)	179.7	—	179.7	178.7
Aide au retour	13.8	—	13.8	17.6
Assistance aux requérants d'asile (première année)	165.9	—	165.9	161.1
Division politique IV et Direction du droit international public – DFAE	45.3	4.0	49.3	48.5
Gestion civile des conflits et droits de l'homme	45.3	4.0	49.3	48.5
Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS)	57.1	4.0	61.1	66.7
Actions de promotion de la paix et de sécurité	41.0	4.0	45.0	44.0
Equipement à des fins humanitaires	16.2	—	16.2	22.7
Office fédéral de l'environnement (OFEV)	5.0	19.5	24.4	27.8
Contributions aux organisations internationales	5.0	19.5	24.4	27.8
Secrétariat d'Etat à l'éducation et à la recherche (SER)	5.9	0.5	6.4	5.7
Bourses à des étudiants étrangers en Suisse	5.9	—	5.9	5.2
Confédération – divers autres offices	4.3	30.2	34.5	38.7
Cantons	23.1	—	23.1	27.0
Communes	10.6	—	10.6	12.5
Total de l'aide publique au développement (APD)	1571.4	491.8	2063.3	2207.2
	2006			2005
Aide privée (ONG)	507.5			413.6

Pour information:

- Sources:
- Source générale: Statistiques de la DDC, <<http://www.ddc.admin.ch>> la DDC >chiffres et faits >APD >APD 2006.
 - Source pour l'APD des cantons et communes et pour l'aide privée: DDC, *Aide au développement de la Suisse. Statistiques 2006*, Berne, janvier 2008.

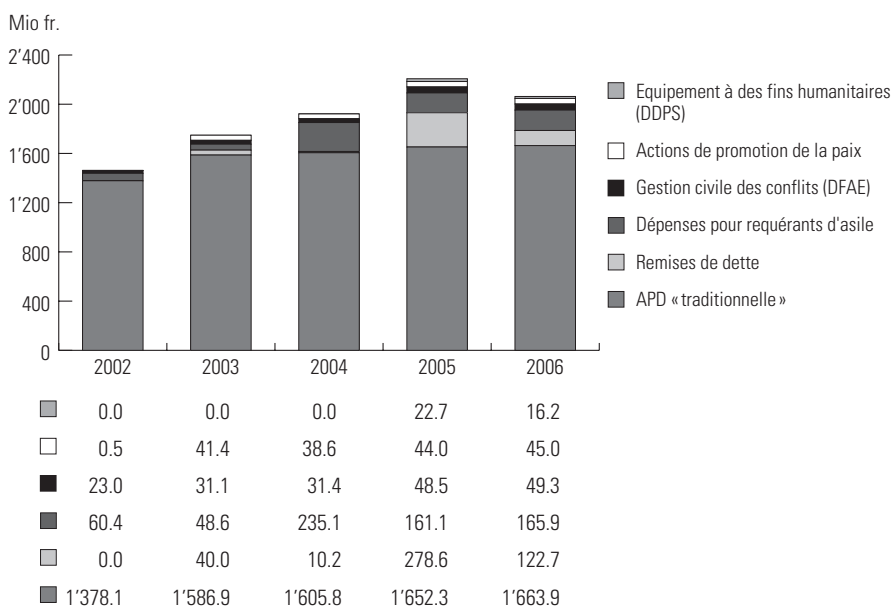
□ *Evolution récente de l'aide publique versée par la Suisse*

Le graphique B.16 montre qu'une grande partie de l'augmentation récente de l'APD versée par la Suisse est due à la comptabilisation de nouveaux éléments dans l'agrégat d'APD.

L'augmentation de l'aide bilatérale et multilatérale « traditionnelle » est réelle, mais bien faible si on la compare aux éléments qui ont été peu à peu ajoutés dans l'agrégat d'APD. De 2002 à 2006, l'APD versée par la Suisse a augmenté de 41,1 % mais, si l'on ne tient pas compte des éléments ajoutés dans l'agrégat statistique de l'APD, elle n'a augmenté que de 20,7 %. La raison principale de l'accroissement important de l'APD suisse réside dans une nouvelle comptabilisation de l'APD, décidée au niveau du Conseil fédéral :

- jusqu'en 2003, la Suisse ne notifiait que les frais de séjour de la première année des réfugiés reconnus. Depuis 2004, elle comptabilise dans l'APD les dépenses liées à la présence de tous les requérants d'asile en provenance de pays en développement durant la première année de leur séjour en Suisse, soit 165,9 millions de francs en 2006 ;
- dès 2003, l'APD de la Suisse comprend les remises de dette bilatérale à leur valeur nominale. A la suite des décisions du Club de Paris, la Suisse a signé d'importantes remises de dette envers l'Irak et le Nigeria. Ces allègements ne constituent pas une dépense réelle et n'ont pas d'incidence sur le budget de la Confédération. En 2005, les principaux allègements concernaient l'Irak, le Nigeria et la République démocratique du Congo (respectivement 202 millions, 62 et 14,5 millions de francs inclus dans l'APD). En 2006, ils concernent le Nigeria (63,9 millions de francs) ainsi que la Serbie et le Monténégro (58,8 millions de francs) ;
- depuis 2005, les dons de matériel de surplus de l'armée suisse sont aussi inclus dans l'APD, pour 50 % de leur valeur, ce qui a représenté un montant de 16,2 millions de francs en 2006 ;
- élément moins controversé, une plus grande partie des actions de promotion de la paix et de gestion civile des conflits, menées respectivement par le Département de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS, 45 millions de francs en 2006) et par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE, 49,3 millions de francs en 2006) sont comptabilisées dans l'APD depuis 2003.

Graphique B.7: Evolution de certaines composantes de l'APD versée par la Suisse, 2002-2006 (en millions de francs)

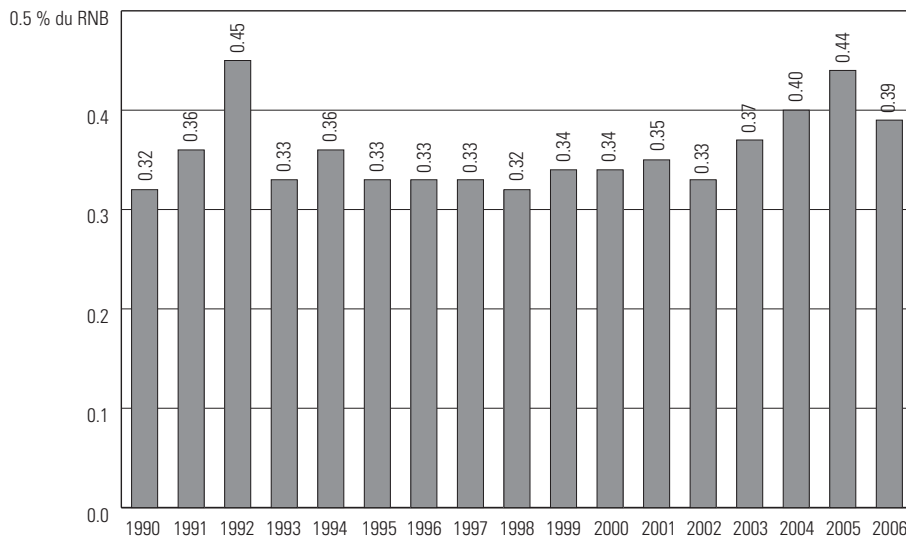


Sources: DDC, *Aide de la Suisse aux pays en développement et aux pays en transition*, Berne, DDC, éditions 2003 à 2005. DDC, <<http://www.ddc.admin.ch>> la DDC >chiffres et faits >APD 2006.

Les pressions au niveau des pays du CAD continuent pour inclure d'autres éléments dans l'APD. La Suisse n'inclut par exemple que les bourses d'études accordées pour les étudiants en provenance de pays en développement dans l'APD. Certains pays de l'OCDE incluent les dépenses totales représentées par la présence d'étudiants dans le système scolaire (en calculant dans l'aide par exemple un coût moyen d'un étudiant à l'université au lieu de seulement la bourse d'étude accordée à l'étudiant).

Le graphique B.17 montre que l'augmentation de l'APD – exprimée en pourcentage du RNB – versée par la Suisse n'est pas en grande progression sur une longue période, ici depuis 1990.

Graphique B.17: Evolution de l'APD versée par la Suisse, 1990-2006 (en pourcentage du RNB)

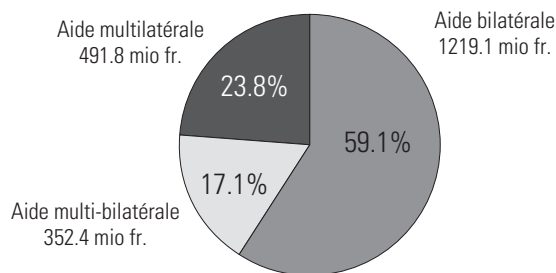


Source: graphique élaboré à partir de données fournies par le Service statistique de la DDC.

B.3.3. Aide multilatérale

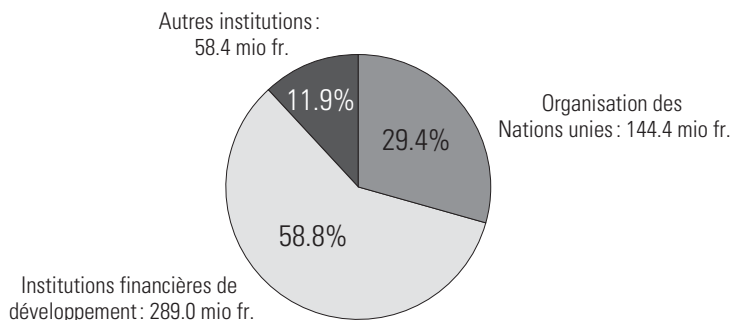
D'après les statistiques publiées par la DDC, l'aide bilatérale s'est élevée en 2006 à 1571,5 millions de francs, soit plus des trois quarts de l'APD totale, et l'aide multilatérale à 491,8 millions de francs, soit 23,8 % de l'APD (voir graphique B.18). La part de l'aide multilatérale est en augmentation ces dernières années.

Graphique B.18: Répartition de l'aide publique au développement de la Suisse entre l'aide bilatérale, l'aide multilatérale et l'aide multi-bilatérale, 2006 (en millions de francs et en pourcentage)



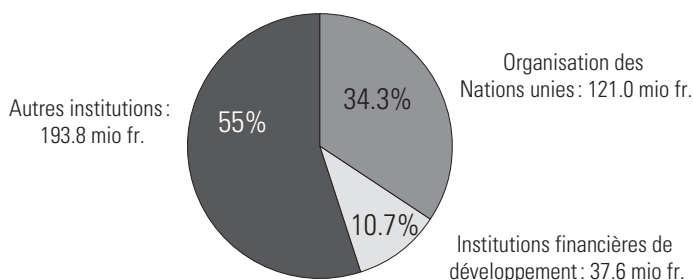
Source: graphique élaboré à partir de données fournies par le Service statistique de la DDC.

Graphique B.19: Répartition de l'aide publique au développement multilatérale entre types d'organisations internationales, 2006 (en millions de francs et en pourcentage)



Source: graphique élaboré à partir de données fournies par le Service statistique de la DDC.

Graphique B.20: Répartition de l'aide multi-bilatérale entre types d'organisations internationales, 2006 (en millions de francs et en pourcentage)



Source: graphique élaboré à partir des données du *Rapport annuel de la coopération internationale de la Suisse 2006*, Berne, DDC et SECO, juin 2007, tableau 11 «Partenaires de la DDC et du SECO pour les activités bilatérales 2006».

Les contributions générales de la Suisse aux organisations internationales sont comprises dans l'aide multilatérale (contributions dans un pot commun géré par l'organisation internationale). Il faut toutefois noter qu'une partie importante des contributions suisses passant par des organisations internationales est incluse dans l'aide bilatérale (contributions à des programmes choisis par la Suisse). En 2006 sont comprises dans l'aide bilatérale les actions multi-bilatérales des organisations des Nations unies (121 millions de francs versés par le SECO et la DDC), certaines contributions aux institutions financières internationales (37,6 millions de francs) et les contributions à d'autres organisations internationales telles que le CICR, le GCRAI ou l'UICN (193,8 millions de francs).

Avec une aide multilatérale de 491,8 millions de francs et des contributions spécifiques de 352,4 millions de francs, c'est donc au total 844,2 millions de francs d'aide suisse qui ont passé par les organisations internationales en 2006, soit 40,9 % de l'APD totale (36 % en 2005).

Le tableau suivant donne le détail de l'aide multilatérale de la Confédération. On peut relever la part importante de l'aide multilatérale qui passe par les organisations financières de développement. Les contributions ordinaires aux banques régionales de développement, à l'AID (filiale de la Banque mondiale) et au FMI se sont élevés à 289 millions de francs en 2006, soit près de 59 % de l'aide multilatérale (voir le graphique). L'aide multilatérale passant par des organisations des Nations Unies s'élève à 144 millions de francs en 2006, soit 29 % de l'aide multilatérale, dont 52 millions de francs pour le PNUD. Le reste de l'aide multilatérale (58 millions de francs, soit le 12 % de l'aide) est versée à d'autres institutions, dont le FEM et le CGIAR.

Tableau B.10: Aide multilatérale versée par la Suisse, contributions générales aux organisations internationales, 2001-2006 (en millions de francs)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Organisations des Nations unies (NU)	136.8	144.5	140.1	142.8	138.3	144.4
Programme des NU pour le développement (PNUD)	52.0	52.0	52.0	52.0	52.0	52.0
Fonds des NU pour l'enfance (UNICEF)	17.0	18.0	18.0	17.8	18.0	18.0
Fonds des NU. pour la population (FNUAP)	12.0	12.5	12.5	12.4	12.5	12.5
Office de secours et de travaux des NU pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA)	11.1	11.8	10.8	12.7	10.5	12.5
Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR)	13.0	13.5	13.0	13.5	11.0	11.0
Programmes spéciaux de l'Organisation mondiale de la santé (OMS)	4.8	5.0	5.0	4.9	5.0	5.0
Programme commun des NU sur le VIH/SIDA (ONUSIDA)	4.0	4.0	4.0	4.2	4.2	4.4
Programme pour l'environnement (PNUE)	4.9	5.2	3.6	3.6	3.6	3.6
Organisation des NU pour le développement industriel (ONUDI)	1.8	1.9	1.8	1.9	2.0	2.1
Programme alimentaire mondial (PAM)	1.5	1.5	1.5	1.5	1.5	2.0
Bureau de la coordination des affaires humanitaires des NU (OCHA)	1.9	2.0	2.2	2.2	1.8	1.5
Fonds de développement des NU pour les femmes (UNIFEM)	0.8	0.8	0.9	0.9	1.0	1.0
Organisations des NU, contributions comptabilisables en partie dans l'APD ^b	9.5	13.3	13.0	13.0	12.7	16.0
Autres organisations des NU	2.5	2.9	1.9	2.2	2.6	2.8
Institutions financières de développement	264.0	86.8	285.2	255.6	259.8	289.0
Association internationale de développement (AID/IDA)	140.0	—	176.9	176.9	176.9	204.5
Banque africaine de développement (BAfD)	1.9	1.8	1.8	1.7	1.7	1.7
Fonds africain de développement (FAD)	46.0	46.0	71.6	35.8	51.2	55.4
Banque asiatique de développement (BASD)	0.6	—	—	—	—	—
Fonds asiatique de développement (FASD)	13.9	13.9	13.9	13.9	13.3	13.3
Banque interaméricaine de développement (BID)	—	—	—	—	—	—
Fonds spécial de la Banque interaméricaine de développement (BID-FSO)	—	—	—	—	—	—
Société interaméricaine d'investissements (SII)	1.6	1.5	1.3	1.1	1.2	1.2
Fonds international de développement agricole (FIDA)	17.7	—	—	7.1	7.1	7.1
Fonds fiduciaire du Fonds monétaire international (FMI)	7.2	6.5	6.0	5.9	6.0	5.8
Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance du FMI (FRPC)	8.5	9.5	8.7	8.2	—	—



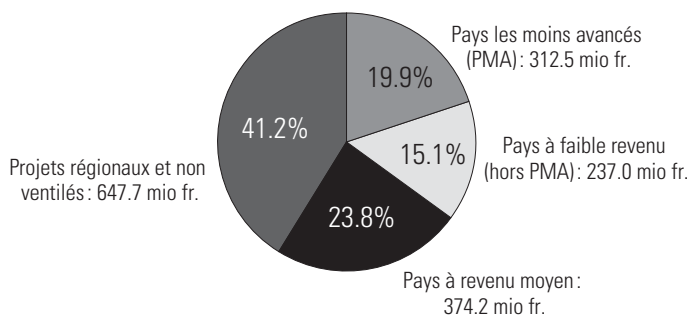
	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Fonds pour les pays pauvres très endettés (PPTE)	23.5	7.6	4.9	5.0	–	–
Autres fonds et institutions financières	3.1	–	–	–	2.5	–
Autres institutions	39.3	38.9	52.1	47.2	58.6	58.4
Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	10.6	11.6	17.7	17.1	16.8	16.1
Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR)	17.9	10.9	10.8	11.5	12.0	12.0
Centre international de déminage humanitaire, Genève (GICHD)	–	–	–	–	8.0	8.0
Fonds mondial pour la lutte contre le SIDA, la tuberculose et la malaria (GFATM)	–	–	6.6	3.0	5.0	6.0
Organisation internationale de la francophonie (OIF)	4.3	4.4	4.3	4.5	4.7	4.9
Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT)	–	4.4	4.6	0.0	3.8	3.9
Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone	3.1	3.0	4.0	3.9	3.5	2.5
Union mondiale pour la nature (UICN)	1.2	1.8	0.7	1.3	1.5	1.8
Centre international de recherche sur les maladies diarrhéiques (ICDDR)	0.8	0.9	1.1	1.4	1.2	1.3
International Institute for Democracy and Electoral Assistance (IDEA)	–	0.8	1.0	1.0	1.0	1.0
Autres institutions	1.3	1.3	1.2	3.5	1.1	0.9
Total APD multilatérale	440.1	270.3	477.4	445.6	456.7	491.8

Source : Service statistique de la DDC, janvier 2008.

B.3.4. Aide bilatérale

L'aide bilatérale de la Suisse s'est élevée à 1571 millions de francs en 2006. Le graphique B.21 montre qu'elle est avant tout destinée aux pays les plus pauvres : les PMA en ont reçu près de 20 % et les autres pays à faible revenu 15,1 %. Les pays à revenu intermédiaire en ont reçu 23,8 %. Enfin, 41 % de l'aide bilatérale ne sont pas répartis géographiquement (aide passant par les organisations internationales, contributions au CICR, dépenses en Suisse).

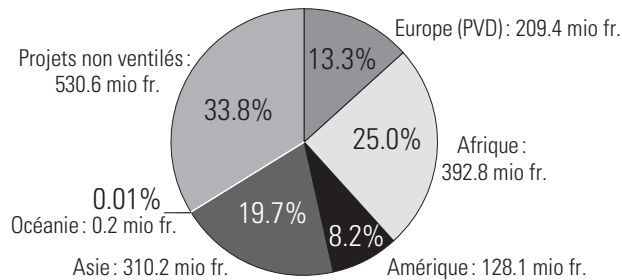
Graphique B.21 : Aide publique au développement bilatérale de la Suisse aux pays en développement, par groupe de pays (en millions de francs et en pourcentage)



Source : DDC, *Aide au développement de la Suisse, Statistiques 2006*, Berne, DDC, 2008, tableau 3, « Contributions bilatérales : aide publique et privée par pays », tableau 2, « Flux financiers bilatéraux ».

Si l'on examine l'aide bilatérale par continent (voir graphique B.22), on remarque que les pays du continent africain en ont reçu le quart et les pays asiatiques près de 20 %. 8,2 % de l'aide vont au continent latino-américain et 13,3 % aux pays en développement de l'Europe du Sud-Est.

Graphique B.22: Aide publique au développement bilatérale de la Suisse aux pays en développement, par continent, 2006 (en millions de francs et en pourcentage)



Source: DDC, *Aide au développement de la Suisse, Statistiques 2006*, Berne, DDC, 2008, tableau 3, «Contributions bilatérales: aide publique et privée par pays», tableau 2, «Flux financiers bilatéraux».

Le tableau suivant mentionne les principaux pays destinataires de l'APD avec les montants versés de 2001 à 2006. Sur cette période, L'aide pour les pays suivant a sensiblement augmenté: Ghana, Libéria, Palestine, Pakistan, le Soudan et le Sri Lanka. Mis à part le Ghana, pays prioritaire pour le SECO (mesures économiques), l'augmentation de l'aide intervient dans des pays en grave crise humanitaire (ou en phase de reconstruction après conflit pour le Libéria). L'aide baisse de 2001 à 2006 pour la Chine et l'Inde.

Tableau B.11: Principaux pays bénéficiaires de l'aide publique au développement bilatérale de la Suisse en 2006 et évolution de l'aide bilatérale de 2001 à 2006 (en millions de francs)

	Pays prioritaire ^a	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Total aide bilatérale		1096.9	1192.1	1270.6	1475.5	1750.5	1571.4
Afrique		261.7	291.7	344.1	317.9	393.2	391.2
Nigeria		0.4	0.4	0.4	0.0	*62.5	*64.1
Tanzanie	PP	28.7	30.1	34.4	32.4	29.4	33.2
Mozambique	PP	39.4	33.7	28.1	34.4	30.7	28.2
Burkina Faso	PP	21.7	24.8	27.7	25.4	25.9	26.1
Ghana		0.6	11.6	10.5	9.5	15.3	17.5
Tchad	PP	12.0	12.1	13.0	17.5	15.9	15.6
Soudan	AH	7.5	8.1	10.1	16.8	16.1	15.5
Niger	PP	12.4	13.9	10.0	9.6	14.4	14.4
Mali	PP	8.3	12.3	11.8	11.1	16.2	13.0
Bénin	PP	9.7	8.4	9.5	11.7	10.8	12.3
Afrique du Sud	PS	13.6	9.5	10.6	8.7	9.9	11.3
Congo, Rép.dém.		7.4	6.9	*46.7	6.0	9.1	9.6
Madagascar	PS	6.9	9.4	6.9	*17.7	8.5	9.5
Liberia		1.0	2.6	3.8	4.0	4.0	7.5

	Pays prioritaire^a	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Burundi	AH	6.6	3.8	4.4	6.1	5.8	6.8
Maroc		1.8	1.8	4.6	1.7	1.8	6.7
Rwanda	PS AH	5.9	6.1	9.1	7.9	7.0	5.7
Egypte		5.3	6.7	3.7	2.0	11.9	3.6
Congo, Rép.		0.1	0.6	0.0	0.3	*14.5	0.0
Amérique		105.1	126.4	136.0	143.5	144.9	126.4
Pérou	PP	15.1	17.0	21.3	24.9	19.0	18.0
Bolivie	PP	18.0	20.8	19.0	26.0	22.4	17.7
Nicaragua	PP	8.1	9.6	20.1	21.8	18.6	16.0
Equateur	PP	11.7	9.8	10.1	9.6	10.9	11.9
Colombie		8.0	12.7	18.5	10.2	11.9	11.8
Guatemala		2.1	2.7	3.8	2.6	6.4	5.8
Haïti		3.9	4.2	4.1	7.9	6.3	5.5
Cuba	PS	0.9	2.3	4.4	4.8	8.0	5.3
Brésil		3.4	4.3	5.8	4.1	5.6	5.2
Asie		241.0	293.9	294.5	302.3	521.8	309.5
Inde	PP	37.4	36.8	33.2	35.7	30.7	25.7
Zones sous admin. palestinienne	PS AH	10.7	12.8	17.8	16.7	18.7	25.1
Vietnam	PP	18.3	19.3	14.9	24.5	22.7	22.7
Pakistan	PP AH	15.0	15.4	17.9	15.9	24.2	22.1
Afghanistan	PS	12.8	20.7	20.2	23.4	22.0	22.0
Népal	PP	20.9	22.4	19.1	19.4	19.9	21.8
Kirghize, Rép	PP Est	8.3	21.6	11.6	13.0	11.6	20.7
Bangladesh	PP	20.8	21.2	14.5	14.7	13.3	16.8
Liban		0.8	1.0	1.0	1.3	2.0	16.3
Tadjikistan	PP Est	11.8	8.1	18.0	21.2	12.4	14.9
Sri Lanka	AH	1.7	4.7	6.5	6.7	13.8	8.4
Corée du Nord	PS	7.6	5.3	5.4	4.8	5.3	7.6
Bouthan	PP	6.4	7.0	7.6	6.6	6.4	7.3
Géorgie		3.9	7.0	9.3	10.0	7.3	6.1
Laos		2.7	3.1	4.1	3.5	4.4	5.7
Azerbaïdjan		1.7	8.8	3.4	3.8	7.0	4.6
Ouzbékistan		2.2	5.3	7.9	12.3	8.2	3.8
Irak		5.0	3.9	7.5	2.0	*203.7	2.7
Chine		6.4	16.6	16.8	9.2	6.8	1.5
Europe (pays APD)		158.3	127.1	135.6	128.8	157.6	209.4
Serbie-et-Montenegro	PP Est	92.8	57.4	77.4	70.0	59.9	*125.7
Bosnie-Herzégovine	PP Est	21.1	24.6	18.9	15.8	20.7	23.3
Albanie	PP Est	9.8	14.6	14.2	9.1	11.9	11.7
Ukraine	PP Est					16.8	11.5
Moldova	PS Est	3.3	3.4	4.4	4.0	6.6	7.6
Macédoine	PP Est	9.6	9.7	6.6	15.6	11.5	7.6

Source : Service statistique de la DDC.

^a Pays et région prioritaires pour la DDC (situation en 2006). Le nombre de pays prioritaire de la DDC a diminué depuis 2006. PP = Pays prioritaires pour la coopération bilatérale au développement (les pays ci dessus et région Nicaragua/Amérique centrale et région Vietnam/Mékong.

PS = programmes spéciaux (les pays ci-dessus et la région des Grands Lacs africains, Cisjordanie et Bande de Gaza).

PP Est = pays mentionnés sous Europe, région du Caucase du Sud et Asie centrale.

PS Est = programmes spéciaux : Caucase du Nord/Russie, Moldavie et Kosovo.

AH = régions principales d'intervention de l'aide humanitaire en 2006 : Région touchée par le tsunami, Libéria, Grands Lacs, Soudan, Caucase et UNWRA Palestine (programmes bilatéraux).

* Y compris remises de dettes bilatérales.

Le tableau suivant montre le détail de l'aide versée par la DDC (et donc pas de l'aide bilatérale totale) pour les pays prioritaires, en répartissant les fonds par secteur d'activité.

Tableau B.12: Coopération bilatérale au développement de la DDC avec les pays et régions prioritaires par secteurs, 2006 (en millions de francs)

	Santé et population	Education	Eau	Agriculture/forêts	Gouvernance	Infrastructure et social	Dév. économique	Multisectoriel et général	Total
Afrique	27.7	17.4	7.4	18.8	17.5	8.6	2.7	35.6	135.7
Afrique du Sud/ Afrique australe	2.0	1.8	1.5	1.9	4.1	0.6	—	5.9	17.8
Tanzanie	8.2	0.1	—	—	2.0	2.5	—	4.6	17.4
Mozambique	8.5	0.0	3.3	2.3	0.6	0.2	-0.1	-0.8	14.0
Burkina Faso	0.1	4.5	—	1.1	0.9	1.0	0.3	5.6	13.4
Niger	0.0	0.9	0.5	1.5	0.5	0.7	—	6.3	10.4
Bénin	4.1	0.8	—	0.1	0.2	0.8	1.4	2.7	10.2
Tchad	0.2	4.4	—	1.1	—	1.8	—	2.3	9.9
Rwanda/Grands Lacs	2.6	0.1	0.0	0.0	5.7	0.0	0.0	1.2	9.7
Mali	1.4	1.9	1.2	1.1	1.3	-0.9	0.8	1.8	8.7
Madagascar	0.0	—	0.0	6.1	0.5	0.0	—	0.5	7.2
Autres pays et régions	0.5	2.9	0.9	3.6	1.7	1.7	0.3	5.4	16.9
Amérique latine	1.3	3.4	6.3	11.0	11.2	1.4	9.5	17.8	61.8
Nicaragua/ Amérique centrale	0.0	0.2	4.2	4.5	2.3	1.1	4.0	3.9	20.3
Pérou	1.2	0.7	1.1	0.3	2.6	0.1	1.3	4.2	11.5
Bolivie	—	1.0	—	0.5	4.8	0.1	2.6	2.3	11.4
Equateur	—	0.7	—	2.5	1.0	—	1.3	3.5	8.9
Cuba	—	—	—	0.1	—	0.0	—	2.3	2.4
Autres pays et régions	0.1	0.7	1.0	3.0	0.5	0.2	0.4	1.5	7.4
Asie	5.5	14.6	7.5	24.4	26.8	11.1	5.8	50.7	146.4
Vietnam/Mékong	2.5	0.5	0.4	7.3	3.1	0.0	0.2	8.4	22.5
Inde	—	-0.1	5.4	2.8	4.5	2.6	1.0	4.9	21.1
Népal	0.6	1.9	—	3.4	1.9	6.1	—	3.8	17.8
Bangladesh	—	4.3	0.9	1.0	0.6	0.5	1.5	6.6	15.3
Pakistan	—	—	0.4	0.9	5.0	0.0	1.6	6.1	14.1
Gaza et Cisjordanie	2.0	0.5	—	0.1	2.4	0.8	0.5	6.4	12.7
Afghanistan	0.3	1.9	—	—	4.0	0.1	0.2	5.2	11.7
Bhoutan	0.0	3.3	—	2.1	0.1	0.6	—	0.1	6.2
Corée du Nord	—	0.0	0.0	2.4	0.6	0.2	0.8	0.8	4.7
Mongolie	—	0.1	—	1.6	0.1	0.1	0.1	2.1	4.0
Autres pays et régions	0.0	2.2	0.4	2.8	4.5	0.1	0.1	6.2	16.2
Europe	0.1	1.4	0.1	0.1	0.4	0.1	—	0.4	2.5
Non distribué géographiquement	4.2	8.2	2.9	7.8	15.1	2	3.8	81	125
Contributions de programme aux ONG suisses	3.4	1.6	—	—	—	—	4.9	51.8	61.8
Total	42.1	46.6	24.1	62.1	71	23.2	26.7	237.3	533.1

Source : DDC et SECO, *Rapport annuel de la coopération internationale de la Suisse 2006*, Berne, 2007, p. 19.

Le tableau suivant se concentre sur les instrument de coopération au développement gérés par le SECO (Département de l'économie).

Tableau B.13: Coopération bilatérale au développement du SECO avec les pays du Sud et de l'Est: répartition par continents et par instruments, 2006
(en millions de francs et en pourcentage)

Domaine d'intervention	Pays du Sud				Pays de l'Est et de la CEI			Total	% par domaine
	Afrique	Amér. latine	Asie	Non spéc.	Europe Sud-Est	CEI	Non spéc.		
Aide macroéconomique ^a	36.9	6.9	0.7	1.1	—	0.2	—	46.0	19.8
Financement des infrastructures	7.9	0.1	2.8	0.7	22.9	21.7	—	56.0	24.0
Promotion du commerce	10.6	5.5	7.9	21.7	4.0	2.0	2.2	53.9	23.1
Promotion des investissements	29.3	4.1	6.7	5.6	11.2	7.7	2.8	67.4	28.9
Etudes et autres	0.6	0.0	0.1	4.5	4.0	0.2	0.4	9.8	4.2
Total	85.2	16.6	18.2	33.7	42.1	31.9	5.4	233.1	100.0
% par région/continent	36.5	7.1	7.8	14.5	18.1	13.7	2.3	100.0	

Source: DDC et SECO, *Rapport annuel de la coopération internationale de la Suisse 2006*, Berne, 2007, pp. 20-21.

^a L'aide macroéconomique englobe principalement l'aide budgétaire.

Le tableau suivant donne l'évolution des montants d'aide humanitaire versés par la DDC de 2002 à 2006, qui révèle les interventions menées après les différéntes crises humanitaires.

Tableau 14: Répartition géographique des montants d'aide humanitaire versés par la DDC, 2002-2006 (en millions de francs)

	2006	2005	2004	2003	2002
Afrique	67.7	65.3	70.9	61.0	59.1
Soudan	12.2	13.1	13.6	6.9	5.7
Liberia	7.2	3.8	4.0	3.7	2.6
Congo (RD)	5.8	5.7	4.1	5.6	5.6
Burundi	4.7	4.6	4.6	3.0	3.7
Ouganda	4.0	3.7	3.4	1.0	0.1
Tchad	3.6	3.1	3.9	0.7	0.3
Angola	2.7	5.3	7.6	7.8	8.2
Aide bilatérale autres pays	23.5	23.5	24.7	27.6	28.1
Aide régionale	4.0	2.5	4.9	4.5	4.8
Asie	67.2	74.0	45.8	49.3	49.3
Liban	12.7	0.3	0.2	0.1	0.1
Zones sous admin. palestinienne	10.1	7.0	5.8	5.5	2.1
Afghanistan	8.9	11.5	12.0	14.5	16.9
Pakistan	7.9	7.9	2.6	1.2	0.2
Sri Lanka	4.3	8.8	3.0	2.8	3.2
Géorgie	3.9	5.2	5.3	6.1	3.8
Corée du Nord (Rép. dém.)	2.7	0.7	0.7	1.2	1.4
Irak	1.3	1.4	1.8	6.0	3.8
Indonésie	1.2	12.3	1.8	1.3	2.1
Thaïlande	0.3	4.2	1.4	1.4	1.3
Aide bilatérale autres pays	13.3	10.5	11.1	9.2	14.4
Aide régionale	0.5	4.3	0.1	—	—
Europe	15.7	17.4	19.1	23.4	64.2
Russie	6.0	5.8	5.5	6.2	14.4
Bélarus	3.3	3.2	3.1	2.3	2.6
Moldova	2.7	3.1	3.3	4.2	3.1

	2006	2005	2004	2003	2002
Serbie-et-Monténégro	0.1	1.0	3.1	5.6	8.5
Aide bilatérale autres pays	3.3	4.1	4.1	5.1	24.8
Aide régionale	0.3	0.3	0.0	—	10.8
Amérique latine	17.7	22.0	16.0	13.5	14.0
Colombie	4.3	5.2	4.8	5.0	4.3
Pérou	2.6	2.6	3.1	2.0	3.2
Haïti	2.4	3.2	2.8	0.1	0.1
Cuba	2.0	4.8	1.0	0.7	0.7
Aide bilatérale autres pays	5.9	5.4	3.4	4.7	5.4
Aide régionale	0.5	0.8	0.9	1.0	0.5
Mondial, non ventilable	134.1	125.8	129.0	125.5	129.6
Contributions générales OCRI ^a	70.8	71.0	70.5	68.9	68.8
Contributions générales OI ^b	27.7	25.6	30.8	28.5	30.0
Autres dépenses ^c	35.6	29.2	27.7	28.1	30.8
Total aide humanitaire	301.5	303.7	280.9	272.7	316.2

Sources: DDC, Service statistique. DDC et SECO, *Rapport annuel de la coopération internationale de la Suisse*, années 2002 à 2006.

^a OCRI: organisations de la Croix-Rouge internationale (CICR et Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge).

^b OI: organisations internationales.

^c Autres dépenses: programmes généraux, logistique et coûts administratifs liés à l'aide humanitaire internationale de la DDC.

B.3.5 Coopération décentralisée, aide des cantons et communes suisses

En 2006, les contributions des cantons suisses se sont élevées à 23,1 millions de francs au titre de l'APD. 200 communes environ ont quant à elles contribué à hauteur de 10,6 millions de francs. Les contributions les plus importantes proviennent respectivement de l'Etat de Genève (9,9 millions de francs) et de la commune de Genève (3,2 millions de francs); elles totalisent ainsi à elles seules près de 40 % de l'aide des collectivités communales et cantonales de la Suisse. La grande partie de l'aide des cantons et des communes suisses permet de financer des projets et programmes de coopération ou des actions humanitaires gérées par des ONG.

Tableau B.15: Aide des cantons suisses aux pays en développement et autres pays du Sud et de l'Est 2005-2006 (en milliers de francs)

Canton	2006			Canton	2005		
	APD	Autres Sud/Est	CP		APD	Autres Sud/Est	CP
Argovie	695	-	108	Argovie	..	..	105
Appenzell Rh.-Ext.	100	-	61	Appenzell Rh.-Ext.	108	-	61
Appenzell Rh.-Int.	..	..	61	Appenzell Rh.-Int.	25	-	66
Bâle-Campagne	973	33	109	Bâle-Campagne	1 178	90	116
Bâle-Ville	1 651	119	173	Bâle-Ville	1 616	95	166
Berne	2 359	30	68	Berne	4 180	200	58
Fribourg	273	37	47	Fribourg	510	51	45
Genève	9 874	174	152	Genève	7 903	145	155
Glaris	100	..	77	Glaris	-	-	77
Grisons	76	4	58	Grisons	138	2	63
Jura	352	85	38	Jura	440	90	33
Lucerne	60	-	64	Lucerne	160	-	63
Neuchâtel	184	-	63	Neuchâtel	388	-	56
Nidwald	37	1	128	Nidwald	81	-	129
Obwald	27	-	30	Obwald	62	-	30
Schaffhouse	115	-	94	Schaffhouse	195	-	98
Schwyz	63	-	110	Schwyz	65	-	117
Soleure	80	-	76	Soleure	80	-	76
St-Gall	280	45	79	St-Gall	335	-	80
Tessin	217	15	88	Tessin	240	15	85
Thurgovie	90	10	86	Thurgovie	307	-	80
Uri	60	-	40	Uri	74	4	51
Valais	340	50	32	Valais	242	-	30
Vaud	1 568	137	99	Vaud	2 581	222	95
Zoug	550	50	224	Zoug	960	-	227
Zurich	3 000	-	147	Zurich	5 160	240	157
Total	23 124			Total	27 028		

Sources: DDC, *Aide au développement de la Suisse, statistiques 2006*, Berne, DDC, janvier 2008, tableau 4; Département fédéral des finances (DFF), *Indice de la capacité financière des cantons pour les années 2006 et 2007* (fichier excel).

- = montant nul

.. = montant non disponible.

Autres Sud/Est = à partir de 2005, la catégorie des pays en transition (anciennement aide publique) n'est plus utilisée par le CAD.

CP = Capacité financière des cantons. L'indice de capacité financière des cantons est fixée par le Conseil fédéral sur la base de 4 coefficients traduisant le revenu cantonal, la capacité et la charge fiscales, ainsi que les charges supplémentaires induites par le caractère montagneux des cantons. Cet indice est fixé à 100 pour la Suisse.

Tableau B.16: Aide des communes suisses aux pays en développement et aux autres pays du Sud et de l'Est, 2005-2006 (en milliers de francs)

Cantons/communes	2006		2005	
	APD	Autres Sud/Est	APD	Autres Sud/Est
Argovie	159	2	323	6
Ville d'Aarau	20	-	80	-
Obersiggenthal	35	1	15	-
Wettingen	50	-	110	-
Baden	47	-	42	5
Appenzell Rh.-Ext.	10	-	10	-
Teufen	10	-	10	-
Bâle-Campagne	209	3	345	-
Arlesheim	50	-	46	-
Binningen	60	-	75	-
Bâle-Ville	205	188	200	179
Riehen	205	188	200	179
Berne	683	68	936	46
Ville de Berne	214	-	238	-
Münsingen	156	-	160	-
Ittigen	67	-	120	-
Muri bei Bern	40	-	50	-
Moutier	9	22	9	32
Fribourg	36	-	56	-
Ville de Fribourg	20	-	20	-
Genève	5 687	182	6 527	145
Ville de Genève	3 182	83	3 313	67
Lancy	571	5	500	-
Carouge (GE)	406	-	370	-
Vernier	250	-	265	-
Le Grand-Saconnex	207	59	195	48
Bernex	140	10	141	-
Versoix	129	-	120	-
Plan-les-Ouates	316	15	286	-
Grisons	6	-	60	-
Chur	4	-	40	-
Domat/Ems	2	-	20	-
Jura	47	-	0	-
Delémont	47	-	0	-
Lucerne	138	15	62	-
Ville de Lucerne	87	15	..	..
Neuchâtel	19	2	111	3
Ville de Neuchâtel	..	..	100	3
La Chaux-de-Fonds	16	2	..	-
Le Locle	3	-	11	-
Schaffhouse	77	1	75	-
Ville de Schaffhouse	70	1	55	-
Schwyz	20	2	21	-
Freienbach	20	2	..	..
Soleure	142	13	128	7
Olten	56	-	70	-
Ville de Soleure	32	3	37	7
Biberist	27	10	..	..
St. Gall	239	-	264	10
Ville de St. Gall	154	-	160	-
Rapperswil (SG)	65	-	..	..

Cantons/communes	2006		2005	
	APD	Autres Sud/Est	APD	Autres Sud/Est
Tessin	72	3	64	2
Lugano	44	2	38	2
Bellinzona	14	1	14	1
Thurgovie	83	10	104	-
Frauenfeld	72	10	82	-
Kreuzlingen	6	-	16	-
Uri	-	-	10	-
Altdorf	-	-	10	-
Valais	99	6	84	5
Sierre	45	5	..	..
Sion	34	1	25	-
Vaud	142	11	358	18
Ville de Lausanne	23	-	24	-
Pully	22	1	22	1
Vevey	36	-	45	-
Yverdon-les-Bains	23	-	23	-
Zoug	697	4	515	10
Ville de Zoug	233	2	274	2
Baar	390	-	150	-
Zürich	1 788	78	2 243	40
Ville de Zürich	500	-	800	-
Küsnacht (ZH)	180	20	240	-
Illnau-Effretikon	175	-	184	-
Winterthur	152	-	148	-
Kloten	95	-	145	-
Maur	95	-	95	-
Total	10 558		12 498	

Source: DDC, *Aide au développement de la Suisse, statistiques 2006*, Berne, DDC, janvier 2008, tableau 4.

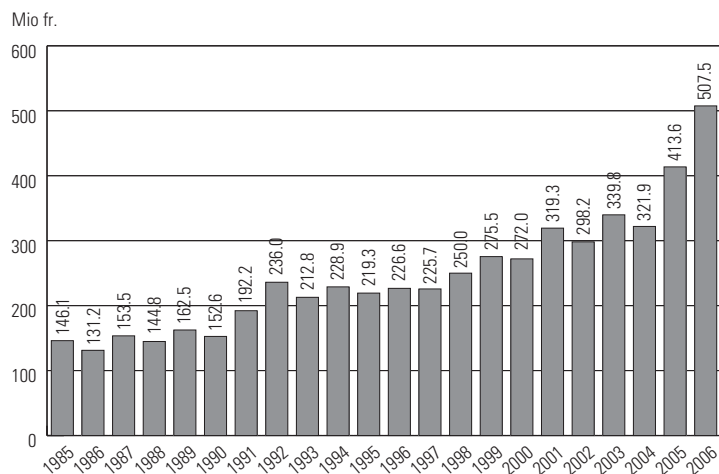
- = montant nul

.. = montant non disponible

Autres Sud/Est: A partir de 2005, la catégorie des pays en transition (anc. Aide publique) n'est plus utilisée par le CAD.

B.4. Aide des organisations non gouvernementales

Graphique B.23: Evolution de l'aide privée des ONG suisses aux pays en développement, 1985-2006 (en millions de francs)



Source : DDC, *Aide de la Suisse aux pays en développement*, éditions de différentes années.

Les données sur l'aide privée des organisations non gouvernementales (ONG) suisses concernent les montants des ONG financés par leurs fonds propres (cotisations et dons de membres, produits de campagnes de récoltes de fonds, autofinancement, produits des ventes). Ces montants ont augmenté assez régulièrement au cours des dernières années, en passant de 146,1 millions de francs en 1985 à 225,7 millions en 1997, pour encore plus que doubler en 2006, avec 507,5 millions de francs (voir graphique B.23). Entre 1996 et 2006, l'aide des ONG a passé de 0,056 % à 0,096 % du RNB.

Outre les 507,5 millions de francs de fonds privés des ONG affectés à des projets dans les pays en développement, les ONG ont aussi obtenu des contributions de la Confédération, des cantons et communes pour la gestion des projets. La DDC a par exemple versé 221,1 millions de francs à des ONG pour des projets de coopération au développement ou pour des actions humanitaires menées par les ONG ; le SECO a versé 5,8 millions de francs.

Le montant de l'aide privée des ONG mentionnés dans le tableau (507,5 millions) ne correspond donc pas au «chiffre d'affaires» total des ONG, car ce montant ne comprend pas les éléments suivants :

- Les projets gérés par les ONG financés grâce à des contributions publiques ;
- Les dépenses des ONG pour les projets d'aide en Suisse ;
- Les dépenses administratives générales des secrétariats en Suisse ;
- Les frais de marketing, de communication institutionnelle (infos aux membres sur les projets réalisés) et les frais liés aux campagnes de collectes de fonds.

Le tableau B.17 recense les dons privés des principales ONG suisses. Il existe en Suisse quelques grandes ONG et une multitude de petites organisations. En

2006, les 38 plus grandes ONG se sont partagé 83,4 % des fonds privés pour des projets. Près de 300 autres ONG recensées ont géré les 16,6 % restants.

Tableau B.17: Aide privée des principales ONG suisses^a aux pays en développement, 2006
(en milliers de francs, en pourcentage et en pourcentage cumulé)

Organisation	Milliers de francs	%	Σ %
Caritas – Suisse	47'633	9.4	9.4
Croix-Rouge suisse CRS/SRK	44'771	8.8	18.2
MSF Médecins sans frontières	42'549	8.4	26.6
World Vision Schweiz	30'561	6.0	32.6
MEDAIR	28'040	5.5	38.1
Fondation Hôpital Kantha Bopha Cambodge	24'742	4.9	43.0
Fondation Terre des hommes Lausanne	24'551	4.8	47.9
Entraide protestante EPER/HEKS	24'163	4.8	52.6
Helvetas	13'972	2.8	55.4
Schweiz. Freunde der SOS Kinderdörfer	9'051	1.8	57.1
Fondation Limmat	9'042	1.8	58.9
Limmat Stiftung	9'042	1.8	60.7
Kinderhilfe Bethlehem	8'284	1.6	62.3
Comité suisse pour l'UNICEF	7'710	1.5	63.9
Action de carême – Fastenopfer	7'157	1.4	65.3
Stift. Novartis	6'035	1.2	66.5
Schweiz. Tropeninstitut	6'017	1.2	67.6
Bethlehem Mission Immensee	5'795	1.1	68.8
OSEO/SAH	5'655	1.1	69.9
Swisscontact	5'508	1.1	71.0
MFM Stiftung Äthiopienhilfe	4'800	0.9	71.9
Leprahilfe Emmatis Schweiz	4'706	0.9	72.9
Hilfsorganisation HMK	4'339	0.9	73.7
Stif. Kinderdorf Pestalozzi	4'159	0.8	74.5
Cœurs pour tous	4'000	0.8	75.3
Fondation Hirondelle	3'970	0.8	76.1
Benediktiner Uznach	3'906	0.8	76.9
Mission 21	3'821	0.8	77.6
Terre des hommes CH Genève	3'450	0.7	78.3
Handicap International	3'363	0.7	79.0
Armée du Salut – Heilsarmee	3'306	0.7	79.6
Vereinigung Don Bosco Werk	3'120	0.6	80.2
Christoffel Blindenmission – CBM	2'918	0.6	80.8
WWF Suisse	2'705	0.5	81.3
Nouvelle Planète	2'664	0.5	81.9
Swissaid	2'599	0.5	82.4
Fondation Pro Victimis	2'589	0.5	82.9
Terre des hommes (VS)	2'512	0.5	83.4
Total des 38 organisations ci-dessus^a	423'205	83.4	
295 autres organisations	84'304	16.6	
Total	507'509	100.0	

Source: DDC, *Aide au développement de la Suisse. Statistiques 2006*, Berne, DDC, 2008, tableau 6.

^a Sont prises en compte les ONG dont les fonds propres dépassent 2,5 millions de francs.

Tableau B.18: Les 30 principaux pays bénéficiaires de l'aide privée des ONG et de l'aide bilatérale publique en 2006 – Répartition géographique de l'aide des ONG et comparaison avec l'aide publique au développement

Aide privée des ONG (fonds propres)			Aide publique bilatérale de la Confédération		
Pays ^a	mio fr.	% du total	Pays ^a	mio fr.	% du total
1. Sri Lanka	37.6	7.4	1. Serbie-et-Monténégro ^a	125.7	8.0
2. Cambodge	27.9	5.5	2. Nigeria ^a	64.1	4.1
3. Inde	27.2	5.4	3. Tanzanie	33.0	2.1
4. Soudan	23.1	4.5	4. Mozambique	28.2	1.8
5. Indonésie	22.7	4.5	5. Burkina Faso	26.1	1.7
6. Congo, Rép. dém.	20.6	4.1	6. Inde	25.7	1.6
7. Ethiopie	14.8	2.9	7. Zones admin. palestinienne	25.1	1.6
8. Pakistan	13.5	2.7	8. Bosnie-Herzégovine	23.3	1.5
9. Tanzanie	12.3	2.4	9. Vietnam	22.7	1.4
10. Colombie	11.0	2.2	10. Pakistan	22.1	1.4
11. Zones admin. palestinienne	10.8	2.1	11. Afghanistan	22.0	1.4
12. Brésil	9.4	1.9	12. Népal	21.8	1.4
13. Bolivie	8.4	1.7	13. Kirghize, Rép.	20.7	1.3
14. Ouganda	8.4	1.6	14. Pérou	18.0	1.1
15. Pérou	8.0	1.6	15. Bolivie	17.7	1.1
16. Cameroun	7.7	1.5	16. Ghana	17.5	1.1
17. Guatemala	6.6	1.3	17. Bangladesh	16.8	1.1
18. Somalie	6.6	1.3	18. Liban	16.3	1.0
19. Mozambique	6.5	1.3	19. Nicaragua	16.0	1.0
20. Afghanistan	6.5	1.3	20. Tchad	15.6	1.0
21. Kenya	6.2	1.2	21. Soudan	15.5	1.0
22. Bosnie-Herzégovine	6.0	1.2	22. Tadjikistan	14.9	0.9
23. Iran	5.9	1.2	23. Niger	14.4	0.9
24. Niger	5.7	1.1	24. Mali	13.0	0.8
25. Nicaragua	5.6	1.1	25. Benin	12.3	0.8
26. Angola	5.6	1.1	26. Equateur	11.9	0.8
27. Vietnam	5.5	1.1	27. Colombie	11.8	0.8
28. Haïti	4.8	0.9	28. Albanie	11.7	0.7
29. Philippines	4.6	0.9	29. Ukraine	11.5	0.7
30. Serbie-et-Monténégro	4.4	0.9	30. Afrique du Sud	11.3	0.7
Total pays ci dessus	343.5	67.7	Total pays ci dessus	706.7	45.0
Autres pays	164.0	32.3	Autres pays	864.7	55.0
Total de l'aide ONG	507.5	100.0	Aide bilatérale	1571.4	100.0

Sources : Aide au développement de la Suisse, Statistiques 2006, Berne, DDC, janvier 2008, tableaux 2 et 3.

^a Y compris les remises de dette bilatérales.

Le tableau ci-dessus permet de comparer, pour l'année 2006, les pays qui reçoivent les montants les plus élevés d'aide publique bilatérale de la Confédération et ceux qui reçoivent le plus d'aide privée des ONG. Les classements ne sont pas très différents. Parmi les 30 pays qui ont reçu les versements d'APD les plus élevés, la moitié des pays figurent aussi dans la liste des principaux bénéficiaires de l'aide des ONG. La liste des principaux pays bénéficiaires de l'aide bilatérale de la Suisse est en principe assez stable d'une année à l'autre. Deux facteurs expliquent cependant des changements plus importants dans la liste depuis 2004 : Les mesures de désendettement font que deux pays apparaissent plus haut dans la liste des pays prioritaires de l'aide publique que d'habitude (le Nigeria et la Serbie-et-Monténégro). Deuxièmement, le volume important d'aide fournie, surtout par les ONG, suite au tsunami dans l'Océan Indien fait que plusieurs pays de la région

remontent plus haut dans la liste des pays prioritaires de l'aide des ONG (Sri Lanka et Indonésie).

Le tableau B.19 montre l'évolution de l'aide des ONG pour les 30 principaux pays bénéficiaires (projets financés par les fonds propres des ONG, sans les contributions publiques). Ces dernières années, l'aide des ONG a fortement augmenté pour certaines régions qui ont été touchées par des catastrophes naturelles et pour les pays en conflit. Les récoltes de fonds exceptionnelles à la suite du tsunami qui avait touché plusieurs pays asiatiques en décembre 2004 ont permis à plusieurs ONG de financer de nombreux projets de reconstruction, en particulier en Indonésie et au Sri Lanka. L'aide des ONG à ces deux pays a ainsi passé de 3,9 millions de francs en 2004 à 40,4 millions de francs en 2005 et 60,3 millions de francs en 2006.

L'aide des ONG se concentre encore davantage que l'aide publique au développement sur les pays les plus pauvres : en 2006, les PMA ont reçu 38,8 % de leur aide et les autres pays à faible revenu 16,1 % ; 36,4 % de l'aide était destinée aux pays à revenu intermédiaire (8,8 % de projets régionaux).

Tableau B.19: Evolution de l'aide des ONG par régions et principaux pays bénéficiaires, 2001-2006 (en millions de francs)^a

Pays	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Afrique	98.0	100.5	122	112.3	133.75	179.2
dont: Soudan	10.7	9.1	10.6	11.8	14.7	23.1
Congo, Rép. dém.	4.5	5.5	9.2	5.2	8.5	20.6
Ethiopie	5.9	5.5	9.6	8.5	12.6	14.8
Tanzanie	6.7	7.7	6.4	6.2	8.6	12.3
Ouganda	3.1	4.2	4.0	4.6	3.6	8.4
Cameroun	3.8	3.4	5.9	4.6	6.4	7.7
Somalie	1.6	1.4	2.7	2.5	3.1	6.6
Mozambique	11.0	6.0	7.1	5.3	6.7	6.5
Kenya	4.0	4.7	3.1	2.4	3.8	6.2
Niger	0.8	1.1	1.3	1.3	13.0	5.7
Angola	2.4	3.5	8.1	2.5	3.1	5.6
Liberia	0.0	1.0	1.7	4.0	0.9	4.2
Mali	2.7	3.6	6.7	5.3	5.0	4.0
Amérique	65.0	62.5	56.0	55.8	55.5	71.7
dont: Colombie	6.9	5.6	5.2	5.7	6.2	11.0
Brésil	8.5	9.0	8.2	8.3	8.5	9.4
Bolivie	5.6	8.8	5.4	5.3	6.5	8.4
Pérou	5.5	5.1	4.9	4.6	4.6	8.0
Guatemala	4.3	5.3	4.8	4.1	5.9	6.6
Nicaragua	5.9	5.4	4.8	5.1	3.5	5.6
Haïti	3.9	3.5	3.9	5.5	5.3	4.8
Asie	89.7	90.9	111.4	106.9	175.3	199.5
dont: Sri Lanka	1.7	1.2	2.0	1.8	24.1	37.6
Cambodge	20.0	20.2	19.8	22.8	32.9	27.9
Inde	21.6	23.6	20.1	16.0	31.9	27.2
Indonesie	1.9	1.2	1.8	2.1	16.3	22.7
Pakistan	1.4	1.1	0.4	0.3	7.5	13.5
Zones admin. palestinienne	1.7	1.5	9.1	11.6	11.3	10.8
Afghanistan	5.1	7.6	10.4	7.2	3.2	6.5
Iran	0.0	0.0	0.0	6.2	6.1	5.9
Vietnam	3.8	5.2	5.3	4.6	5.0	5.5
Philippines	5.2	7.0	6.6	4.4	5.6	4.6
Népal	1.4	1.8	7.6	3.5	3.8	4.0
Europe (pays APD)	45.6	19.3	18.7	29.4	21.1	18.1
dont: Bosnie-Herzégovine	4.8	3.6	4.2	7.9	7.5	6.0
Serbie-et-Monténégro	27.2	7.6	2.1	11.1	7.2	4.4
Total aide des ONG	319.3	298.2	339.8	321.9	413.6	507.5

Source: DDC, *Aide de la Suisse aux pays en développement*, éditions de différentes années.

^a Ce tableau montre l'évolution des versements lorsque ceux-ci ont dépassé 4 millions de francs en 2005 ou 2006.

